

Annuaire suisse de politique de développement

Faits et statistiques

| 2003 |



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

| Vol. 22 N° 1 |

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	XIII
1^{re} PARTIE: FAITS	1
1. POLITIQUE EXTÉRIEURE	3
1.1. LA SUISSE ET L'ONU	3
❑ <i>Votation sur l'adhésion à l'ONU</i>	
❑ <i>La politique de la Suisse au sein de l'ONU</i>	
❑ <i>L'adhésion de la Suisse à l'ONU</i>	
❑ <i>Premières activités lors de l'Assemblée générale de l'ONU</i>	
1.2. LOI FÉDÉRALE SUR DES MESURES DE PROMOTION CIVILE DE LA PAIX ET DE RENFORCEMENT DES DROITS DE L'HOMME	7
1.3. CRÉATION D'UNE COMMISSION FÉDÉRALE DES DROITS DE L'HOMME	8
1.4. «STRATÉGIE DE POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA SUISSE POUR L'EUROPE DU SUD-EST»	9
1.5. POLITIQUE EXTÉRIEURE EN MOUVEMENT	10
2. COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	13
2.1. COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE	13
❑ <i>Entrée en vigueur de la Recommandation sur le déliement de l'aide</i>	
❑ <i>Réunions annuelles du CAD</i>	
❑ <i>Rapport 2001 sur la coopération au développement</i>	
2.2. VOLUME DE L'APD DES PAYS DU CAD ET DE LA SUISSE	19
❑ <i>APD fournie par l'ensemble des membres du CAD</i>	
❑ <i>APD fournie par la Suisse</i>	
2.3. COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA SUISSE EN 2001	20
❑ <i>Objectifs énoncés de la politique d'aide de la Suisse</i>	
❑ <i>2002 proclamée Année internationale de la montagne par l'ONU</i>	
2.4. DDC: COOPÉRATION BILATÉRALE AU DÉVELOPPEMENT	24
❑ <i>Répartition géographique de l'aide, 2001</i>	
❑ <i>Faits marquants pour la coopération bilatérale en 2002</i>	
❑ <i>Pays prioritaires de la DDC</i>	
2.5. MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DU SECO EN 2001	28
❑ <i>Les objectifs et instruments du seco</i>	
❑ <i>Versements d'aide bilatérale du seco en 2001</i>	
❑ <i>Réorientation des mesures économiques et commerciales</i>	
❑ <i>seco – Stratégie 2006</i>	
2.6. COOPÉRATION MULTILATÉRALE	31
❑ <i>Contributions multilatérales de la Suisse au titre de l'aide publique au développement</i>	
❑ <i>Coopération multilatérale avec des institutions de développement et d'aide humanitaire du système des Nations unies</i>	
❑ <i>Groupe de la Banque mondiale, banques de développement régionales et FIDA</i>	

2.7. AIDE DES ONG SUISES	35
□ <i>Principales ONG suisses actives dans le domaine de l'aide</i>	
□ <i>Principaux pays d'intervention des ONG suisses</i>	
□ <i>Principales campagnes de sensibilisation des ONG suisses aux politiques de développement (2002)</i>	
2.8. FONDATION SUISSE SOLIDAIRES	36
2.9. PÔLE DE RECHERCHE NATIONAL NORD-SUD	37
<hr/>	
3. COOPÉRATION AVEC LES PAYS D'EUROPE DE L'EST ET DE LA CEI	39
<hr/>	
3.1. LES INSTRUMENTS	39
3.2. LES DÉPENSES EN 2001	41
3.3. LA COOPÉRATION PAR RÉGIONS	42
□ <i>Europe du Sud-Est</i>	
□ <i>Pays de la CEI</i>	
□ <i>La lutte contre la pauvreté pour thème transversal</i>	
<hr/>	
4. AIDE HUMANITAIRE	45
<hr/>	
4.1. RAPPEL DU CADRE INSTITUTIONNEL ET FINANCIER	45
□ <i>Adaptation du nouveau crédit-cadre par le Parlement</i>	
□ <i>Stratégie 2005 de l'aide humanitaire de la DDC</i>	
4.2. VERSEMENTS D'AIDE HUMANITAIRE EN 2001	47
□ <i>Répartition géographique de l'aide humanitaire en 2001</i>	
□ <i>L'aide humanitaire fournie par la DDC et ses partenariats</i>	
4.3. PRINCIPALES INTERVENTIONS EN 2002	49
□ <i>Eruption volcanique dans l'est du Congo</i>	
□ <i>Afghanistan</i>	
□ <i>Territoires palestiniens autonomes et occupés (TPAO)</i>	
□ <i>Inondations en Europe et Asie</i>	
4.4. ÉLÉMENTS D'IMPORTANCE TOUCHANT AU DOMAINE HUMANITAIRE EN 2002	51
□ <i>Améliorer la coordination de l'aide d'urgence internationale</i>	
□ <i>Aide alimentaire – partenariat avec le PAM</i>	
□ <i>Aide alimentaire et OGM</i>	
□ <i>Site Internet d'information sur la situation à Tchernobyl</i>	
<hr/>	
5. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	55
<hr/>	
5.1. PRIORITÉS DANS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	55
□ <i>Objectifs généraux</i>	
□ <i>Axes prioritaires de la politique économique suisse envers les pays extra-européens et principaux instruments à disposition</i>	
5.2. POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE ET POLITIQUE DES DROITS DE L'HOMME	57
□ <i>Promotion des exportations et politique des droits de l'homme</i>	
□ <i>Partenariat public-privé: l'initiative Global Compact</i>	
□ <i>Diamants de la guerre</i>	
5.3. ACCORDS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX	62
□ <i>Accords concernant la promotion et la protection réciproques des investissements</i>	

❑ Conventions de double imposition	
❑ Accords de libre-échange entre les Etats de l'AELE et des Etats tiers	
❑ Accords de commerce et de coopération économique	
5.4. GARANTIE CONTRE LES RISQUES À L'EXPORTATION (GRE)	66
❑ Nouvelles garanties accordées en 2001	
❑ Total des engagements de la GRE	
❑ Charte de la GRE et questionnaires relatifs au développement et à l'environnement	
❑ Cohérence entre la GRE et la politique de développement?	
<hr/>	
6. LE COMMERCE MONDIAL	73
<hr/>	
6.1. ÉVOLUTION DU COMMERCE MONDIAL	74
❑ Commerce mondial des marchandises par régions	
❑ Place des pays en développement et des pays en transition dans le commerce mondial	
6.2. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	78
❑ Objectifs, fonctions et budget	
❑ Passage de témoin	
❑ Pays membres et nouvelles accessions	
6.3. ENJEUX DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES APRÈS DOHA	80
6.3.1. LE PROGRAMME DE DOHA ET SA RÉALISATION	80
❑ Déclarations de Doha	
❑ Décisions de Doha	
❑ Réalisation du Programme de Doha	
6.3.2. ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS	83
6.3.3. NÉGOCIATIONS SUR L'AGRICULTURE	86
❑ Etat d'avancement des négociations et positions de la Suisse	
❑ Position des organisations non gouvernementales suisses	
6.4. CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED)	92
❑ Objectifs, fonctions et budget de la CNUCED	
❑ Examen à mi-parcours entre la 10 ^e et la 11 ^e session de la CNUCED	
❑ Interactions entre le commerce et le développement	
<hr/>	
7. RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES	97
<hr/>	
7.1. FLUX FINANCIERS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION	97
❑ L'aide publique au développement régresse toujours	
❑ Flux financiers privés: recul considérable	
7.2. INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX	103
❑ Rapport 2002 de la CNUCED sur l'investissement dans le monde	
❑ IDE: à qui profitent-ils?	
❑ Investissements directs en Suisse et depuis la Suisse	
7.3. ENDETTEMENT EXTÉRIEUR	105
❑ Tendances	
❑ L'initiative PPTE dans une phase critique	
❑ Réaménagement de dettes publiques	
❑ Dettes commerciales	
❑ Programme suisse de désendettement	
7.4. INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES	109
❑ Débat animé sur le développement	

□ <i>Lutte contre la pauvreté</i>	
7.4.1. FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL	111
□ <i>Triplement des crédits accordés</i>	
□ <i>Surveillance renforcée</i>	
□ <i>Réforme du système financier international</i>	
□ <i>Politique de crédit et conditionnalité</i>	
□ <i>Autres activités de la Suisse au sein du FMI</i>	
7.4.2. BANQUE MONDIALE	115
□ <i>Crédits accrus</i>	
□ <i>Efficacité de l'aide</i>	
□ <i>Autres activités de la Suisse au sein de la Banque mondiale</i>	
7.4.3. LES SESSIONS DES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS (IBW)	118
7.5. CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT	119
<hr/>	
8. PLACE FINANCIÈRE SUISSE	125
<hr/>	
8.1. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT	125
□ <i>Travaux sur le plan international: Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux</i>	
□ <i>Evaluation du secteur financier de la Suisse</i>	
□ <i>Application de la loi sur le blanchiment en Suisse</i>	
□ <i>Révision des directives de la Commission fédérale des banques sur la lutte contre le blanchiment</i>	
8.2. LOI SUR LE PARTAGE DES VALEURS PATRIMONIALES CONFISQUÉES	129
8.3. DEVOIRS DE DILIGENCE DES BANQUES ET DES NÉGOCIANTS ENVERS DES «PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES» (PPE)	131
□ <i>Affaire Montesinos (Pérou)</i>	
□ <i>Accord de compromis dans l'affaire Abacha (Nigéria) ?</i>	
8.4. LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ ET CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME	133
□ <i>Répression du financement du terrorisme</i>	
8.5. PLACE FINANCIÈRE SUISSE, SECRET BANCAIRE ET ÉVASION FISCALE	136
□ <i>Pression de l'OCDE et de l'Union européenne</i>	
□ <i>Revendications d'œuvres d'entraide</i>	
<hr/>	
9. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DROITS DE L'HOMME	141
<hr/>	
9.1. SESSION EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES CONSACRÉE AUX ENFANTS	141
□ <i>Bilan des douze dernières années</i>	
□ <i>Forum des enfants</i>	
□ <i>Négociations</i>	
□ <i>Plan d'action pour les enfants</i>	
□ <i>Position de la Suisse</i>	
□ <i>Accord sur l'interdiction des enfants soldats</i>	
□ <i>Mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant</i>	
9.2. SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION — CINQ ANS APRÈS	144
□ <i>Situation de l'alimentation dans le monde</i>	
□ <i>Négociations et déclaration finale</i>	
□ <i>Position de la Suisse</i>	
□ <i>Forum des organisations non gouvernementales</i>	
□ <i>Bilan</i>	

9.3. LUTTE CONTRE LE SIDA	148
❑ <i>Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme</i>	
❑ <i>Rapport sur l'épidémie du sida</i>	
❑ <i>14^e Conférence internationale sur le sida à Barcelone</i>	
9.4. POLITIQUE INTERNATIONALE ET DROITS DE L'HOMME	150
❑ <i>Cour pénale internationale</i>	
❑ <i>Travaux de la Commission des droits de l'homme de l'ONU</i>	
9.5. CONFÉRENCES INTERNATIONALES	155
❑ <i>Conférence internationale du travail</i>	
❑ <i>Assemblée mondiale de la santé (OMS)</i>	
❑ <i>Sommet mondial sur la société de l'information</i>	
<hr/>	
10. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT	159
10.1. DÉVELOPPEMENT DURABLE EN SUISSE	160
❑ <i>Le développement durable dans le cadre institutionnel suisse</i>	
❑ <i>Nouvelle «Stratégie 2002 pour le développement durable»</i>	
❑ <i>Etat des lieux de la mise en œuvre du développement durable en Suisse</i>	
10.2. SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	166
❑ <i>4^e Conférence préparatoire à Bali</i>	
❑ <i>Les deux documents adoptés lors du sommet</i>	
❑ <i>Nouveaux partenariats</i>	
❑ <i>Position suisse</i>	
❑ <i>Bilan du sommet</i>	
❑ <i>Perspectives de suivi du sommet au niveau suisse</i>	
10.3. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	173
❑ <i>Réchauffement climatique et évolution mondiale des émissions de dioxyde de carbone</i>	
❑ <i>Ratification du Protocole de Kyoto</i>	
❑ <i>8^e Conférence des parties à New Delhi</i>	
❑ <i>Politique climatique de la Suisse</i>	
❑ <i>Evaluation internationale de la politique climatique de la Suisse</i>	
10.4. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA BIODIVERSITÉ	180
❑ <i>La 6^e Conférence des parties, avril 2002</i>	
❑ <i>Le partage des bénéfices</i>	
❑ <i>Ratification par la Suisse du Protocole de Cartagena</i>	
❑ <i>Législation suisse en matière de génie génétique (Gen-Lex) et brevetabilité du vivant</i>	
10.5. AUTRES CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIVES À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	187
❑ <i>Convention sur la lutte contre la désertification</i>	
❑ <i>Protection de la couche d'ozone</i>	
❑ <i>Commerce et utilisation de produits chimiques toxiques</i>	
❑ <i>Convention sur les POP</i>	
❑ <i>Convention PIC</i>	
❑ <i>Convention de Bâle</i>	
10.6. MÉCANISME DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS ENVIRONNEMENTAUX	194
❑ <i>Fonds our l'environnement mondial (FEM)</i>	
❑ <i>Fonds pour l'ozone</i>	
❑ <i>Contribution de la Suisse aux mécanismes de financement de protection de l'environnement mondial</i>	

11. POLITIQUE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET POLITIQUE DE PAIX DE LA SUISSE	199
11.1. STRATÉGIE DE LA POLITIQUE DE PAIX	199
11.2. SÉCURITÉ INTERNATIONALE ET TERRORISME	201
11.3. INSTITUTIONS SUISSES DE PROMOTION DE LA PAIX	201
11.4. MINES ANTIPERSONNEL	203
11.5. ARMES LÉGÈRES	204
11.6. BIOTECHNOLOGIE ET ARMEMENT	204
11.7. DÉSARMEMENT CHIMIQUE	205
12. POLITIQUE D'ASILE ET QUESTIONS MIGRATOIRES	207
12.1. POLITIQUE D'ASILE	207
❑ <i>Demandes d'asile déposées</i>	
❑ <i>Octroi de l'asile</i>	
❑ <i>Des retours et des renvois</i>	
❑ <i>La nouvelle loi sur l'asile</i>	
❑ <i>L'initiative «contre les abus dans le droit d'asile»</i>	
12.2. POLITIQUE DE MIGRATION	216
❑ <i>Les immigrés en Suisse. les premiers résultats du recensement 2000</i>	
❑ <i>Politique d'admission</i>	
❑ <i>Politique d'intégration: la loi sur la naturalisation et les droits politiques</i>	

2^e PARTIE: STATISTIQUES

INTRODUCTION	227
1. COMMERCE	231
COMMENTAIRE	231
1.1. STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SUISSE	234
❑ <i>Principaux courants commerciaux: importations, exportations, solde de la balance commerciale</i>	
❑ <i>Commerce avec le tiers-monde: importations, exportations, solde de la balance commerciale</i>	
❑ <i>Principaux fournisseurs et clients de la Suisse</i>	
❑ <i>Evolution du commerce avec les pays partenaires commerciaux dans le tiers-monde</i>	
1.2. COMPOSITION DES ÉCHANGES DE LA SUISSE AVEC LE TIERS-MONDE	241
❑ <i>Ensemble des pays du tiers-monde</i>	
❑ <i>Ensemble du monde</i>	
❑ <i>Principaux exportateurs de pétrole</i>	
❑ <i>Principaux exportateurs d'articles manufacturés</i>	
❑ <i>Autres pays du tiers-monde</i>	
❑ <i>Pays les moins avancés (PMA)</i>	
1.3. ORIGINE ET DESTINATION DES MARCHANDISES ÉCHANGÉES ENTRE LA SUISSE ET LE TIERS-MONDE, PAR CATÉGORIES	244

- *Matières premières et demi-produits*
- *Produits énergétiques*
- *Biens d'équipement*
- *Biens de consommation*
- *Métaux précieux et pierres gemmes*
- *Objets d'art et antiquités*

2.	FLUX FINANCIERS	251
<hr/>		
	COMMENTAIRE	251
2.1.	APERÇU GÉNÉRAL DES FLUX FINANCIERS DESTINÉS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT	255
	▫ <i>Flux nets en provenance de la Suisse</i>	
	▫ <i>Flux nets en provenance des pays membres du CAD</i>	
2.2.	RELATIONS ENTRE LE REVENU NATIONAL BRUT, LES FLUX NETS DE CAPITAUX PRIVÉS ET L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	258
	▫ <i>Comparaisons entre les pays membres du CAD</i>	
2.3.	APERÇU DES RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LE MONDE	259
	▫ <i>Emprunts de débiteurs étrangers</i>	
	▫ <i>Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse</i>	
2.4.	INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER	264
	▫ <i>Répartition géographique des flux et stocks d'investissements par année</i>	
	▫ <i>Effectif du personnel en fin d'année</i>	
<hr/>		
3.	AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	269
<hr/>		
	COMMENTAIRE	269
3.1.	VUE D'ENSEMBLE DE L'AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE VERSÉE PAR LA SUISSE	274
	▫ <i>Aide publique au développement APD pour les pays en développement</i>	
	▫ <i>Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés</i>	
	▫ <i>Dons des organismes privés bénévoles</i>	
3.2.	VUE D'ENSEMBLE DE L'AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE VERSÉE PAR LES PAYS DU CAD	276
	▫ <i>Aide publique au développement pour les pays en développement</i>	
	▫ <i>Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés</i>	
	▫ <i>Dons des organismes privés bénévoles</i>	
3.3.	AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE EN SUISSE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX PAYS EN TRANSITION	277
3.4.	AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	279
	▫ <i>Les vingt premiers pays destinataires</i>	
3.5.	CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET D'AIDE PUBLIQUE, PAR ORGANISATION	280
3.6.	CONTRIBUTIONS CANTONALES DESTINÉES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX PAYS EN TRANSITION	282

3.7. CONTRIBUTIONS COMMUNALES DESTINÉES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AUX PAYS EN TRANSITION	279
3.8. AIDE PRIVÉE DES ONG, PROJETS FINANCÉS PAR LES FONDS PRIVÉS	286
<hr/>	
4. RELATIONS DE LA SUISSE AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION	287
<hr/>	
4.1. SYNTHÈSE DES RELATIONS DE LA SUISSE AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS EN TRANSITION	287
4.2. RELATIONS AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	288
4.3. RELATIONS AVEC LES PAYS EN TRANSITION	288
<hr/>	
5. APPENDICE	293
<hr/>	
5.1. SIGNES UTILISÉS, TAUX DE CHANGE ET REMARQUES	293
5.2. COMPOSITION DES GROUPES DE PAYS	293
▫ <i>Statistique du commerce international</i>	
▫ <i>Statistiques des flux financiers et de l'aide publique de développement</i>	
5.3. PRINCIPALES SOURCES	297
INDEX	299
ABRÉVIATIONS	315
LISTE DES PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE ÉTABLIE PAR LE CAD	319

INTRODUCTION

LA PARTIE STATISTIQUE DE L'*Annuaire suisse de politique de développement* (n° 1) met en évidence les données statistiques disponibles sur les relations de la Suisse avec les pays en développement et en transition. Trois domaines sont examinés: le commerce extérieur de la Suisse, les flux financiers et l'aide au développement. Le tableau de la partie 4 donne le détail des relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition, par pays, par région et par catégorie de pays.

Les graphiques des deux pages suivantes, qui donnent une vue d'ensemble de ces relations, permettent de faire ressortir les caractéristiques suivantes :

- Les apports du secteur privé sont dans l'ensemble beaucoup plus importants que les apports d'aide publique et privée. Si l'aide publique bilatérale aux pays en transition et aux pays en développement s'élève à 1,2 milliard de francs en l'an 2001 et l'aide des ONG à 332 millions de francs, les importations en provenance de ces pays s'élèvent à 18,8 milliards de francs et les investissements directs à l'étranger à 7,7 milliards de francs.
- La répartition géographique est très différente entre l'aide publique et les flux d'investissements privés. Seuls 7% des investissements sont destinés aux pays en développement, alors que ceux-ci reçoivent 89% de toute l'aide publique bilatérale et 96% de l'aide des ONG. 85% des investissements se dirigent vers les pays en développement plus avancés – qui ne sont pas bénéficiaires de l'aide publique au développement – et 8% vont vers les pays d'Europe centrale et orientale. Les pays en développement plus avancés comprennent certains pays asiatiques et des Caraïbes importants dans les statistiques suisses (voir tableau 4.3).
- La situation des pays africains est intéressante à relever. Les pays africains reçoivent 30% de l'aide publique bilatérale et 32% de l'aide des ONG, mais ce continent ne représente que 9% des importations de la Suisse et aucun nouvel investissement n'y a été fait en 2001.
- La situation des 49 pays les moins avancés est semblable. Les PMA ont, selon les données de la partie 4 de ces statistiques, reçu en 2001 25% de l'APD totale et 35% de l'aide des ONG. Seul 0,1% des importations totales de la Suisse provient de ces pays et les flux nets d'investissements vers les PMA ont représenté 0,17% des investissements totaux vers les PVD et les pays en transition.
- La répartition géographique de l'aide publique bilatérale de la Confédération et de l'aide des ONG suisses (aide financée par des fonds privés) est assez semblable.
- La part de l'aide (publique et privée) aux pays en développement européens a fortement augmenté de 1998 à 2001, notamment en raison du conflit au Kosovo.
- La répartition géographique des flux d'investissements peut varier fortement d'une année à l'autre. Sur les graphiques, la répartition géographique est très différente en 1998 et en 2001.

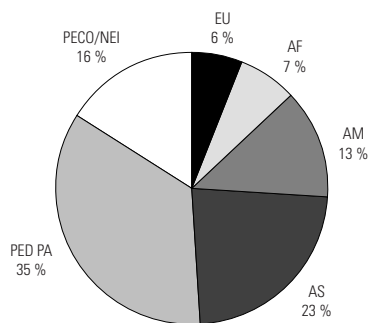
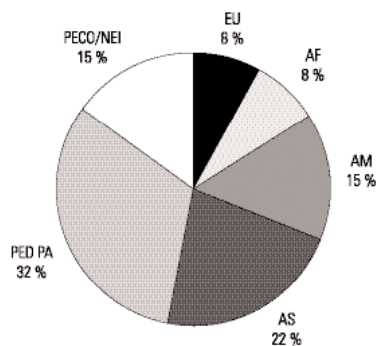
Graphiques 1: Relations de la Suisse avec les pays en développement et transition

1998

2001

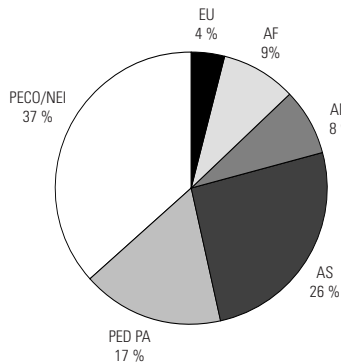
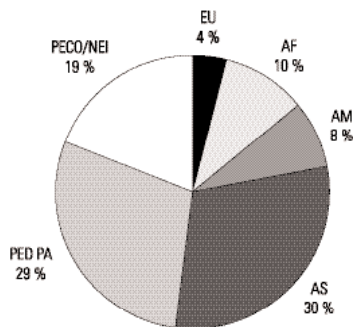
EXP 1998 (23'113 mio.fr.)

EXP 2001 (30'244 mio.fr.)



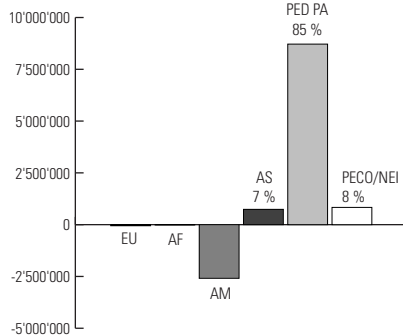
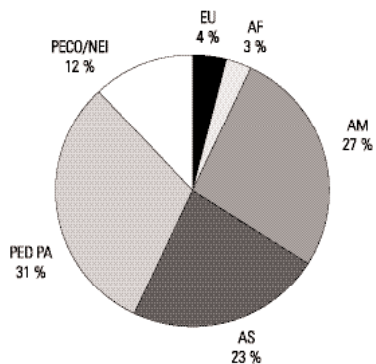
IMP 1998 (14'145 mio.fr.)

IMP 2001 (18'804 mio.fr.)



IDE 1998 (4'239 mio.fr.)

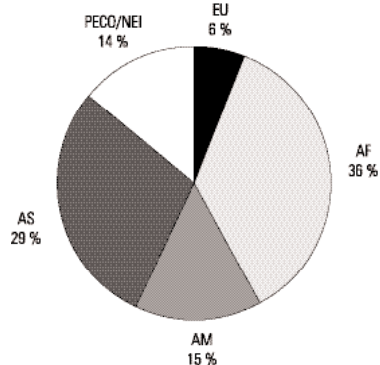
IDE 2001 (7'693 mio. fr.)¹



¹ Les valeurs en pourcentage se basent sur le total des flux positifs.

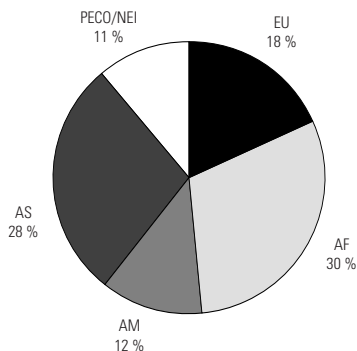
1998

AP(D) 1998 (1'032 mio. fr.)²

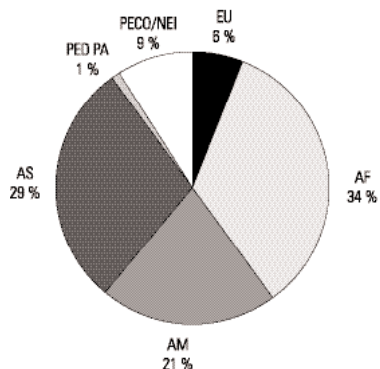


2001

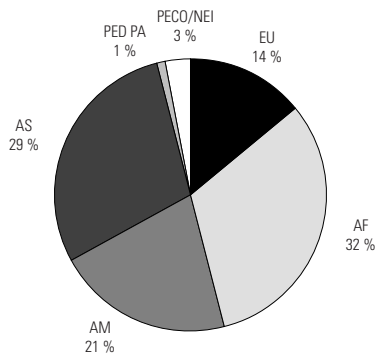
AP(D) 2001 (1'194 mio. fr.)²



Aide des ONG, fonds propres 1998 (274 mio. fr.)²



Aide des ONG, fonds propres 2001 (331 mio. fr.)²



IMP = Importations de la Suisse
 EXP = Exportations de la Suisse
 IDE = Investissements directs étrangers
 AP(D) = Total de l'APD et de l'aide publique aux pays en transition

Régions³ :

EU = Pays européens en développement
 (Etats issus de l'ex-Yougoslavie, Albanie, Turquie, Moldova et Malte).
 AF = Pays du continent africain (y compris Afrique du Nord)
 AM = Pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
 AS = Pays d'Asie en développement, y compris pays d'Asie centrale.
 PECCO/NEI = Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants
 (dont l'aide n'est pas comprise dans l'APD, mais comprise dans un agrégat
 séparé d'AP, aide publique).
 PED PA = Pays en développement plus avancés (dont l'aide n'est pas comprise dans
 l'APD, mais comprise dans un agrégat séparé d'AP, aide publique).

² Les valeurs en pourcentage se basent sur les montants ventilables géographiquement. Les montants non spécifiés géographiquement figurent dans les tableaux 4.2. et 4.3.

³ Pour la classification des pays se reporter à la liste p. 319.

1. COMMERCE

COMMENTAIRE

Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse

(Tableaux de la partie 1.1)

La Suisse a réalisé un excédent de la balance commerciale de 1993 à 1997. Le solde commercial est ensuite devenu déficitaire (sauf en 1999). Le déficit commercial s'est élevé à 3,4 milliards de francs en 2000 et 2001. Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse sont des pays développés à économie de marché. En 2001, 86 % des importations de la Suisse provenaient de pays développés, et ces pays représentaient des débouchés pour 79 % des exportations suisses (tableau 1.1.A.2). 61 % des importations de la Suisse proviennent de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et 55 % des exportations sont destinées à ces pays (tableau 1.1.C.1).

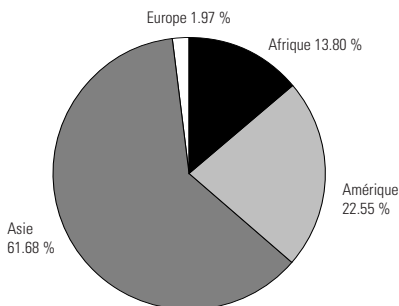
La Suisse réalise un important excédent commercial dans ses échanges avec les pays en développement (le tiers-monde) (+11,9 milliards de francs en 2001) alors que le déficit de la balance commerciale avec les pays européens industrialisés s'élève à 24,8 milliards de francs (tableau 1.1.A.2). L'excédent commercial est particulièrement important avec les pays asiatiques (9,7 milliards de francs en 2001) (tableau 1.1.B.2).

La part de l'Asie dans le commerce de la Suisse avec le tiers-monde est prépondérante. Comme le montrent les graphiques 2, 62 % des importations de la Suisse en provenance des pays du tiers-monde viennent du continent asiatique, auquel 71 % des exportations sont destinées.

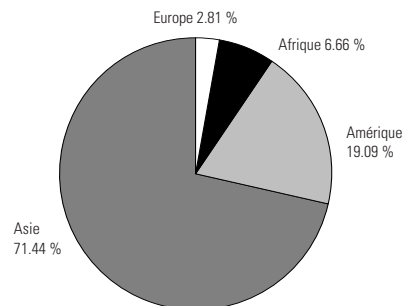
Graphiques 2 : Commerce de la Suisse avec les pays du tiers-monde, 2001

Répartition par continent (en % du total des importations et des exportations de et vers le tiers-monde)

Importations (12'647,0 mio. fr.)



Exportations (24'500,7 mio. fr.)



Sources : Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 2001* ; pp. 854-859.

Deux remarques s'imposent :

- ❑ Nous appliquons dans cette partie statistique la *classification des pays établie par la CNUCED*. La situation se présente un peu différemment lorsque l'on tient compte, comme dans la partie 4 de ces statistiques, des classifications des pays établies par le CAD (pays en développement et pays en transition, cette catégorie comprenant les «pays en développement plus avancés»). La part de l'Asie est ici plus importante que dans la partie 4 des statistiques ou dans les graphiques des pages précédentes (introduction). Cela s'explique essentiellement par le fait que dans les graphiques d'introduction et les tableaux de la partie 4, plusieurs pays asiatiques (par exemple la Corée du Sud, Hongkong, Macao, Singapour et Taïwan) sont classés par le CAD dans le groupe des pays en développement plus avancés, alors que dans les graphiques 2 ils apparaissent sous «Asie».
- ❑ *Le montant des importations de matières premières et de produits énergétiques en provenance du tiers-monde est faible*. Une grande partie des matières premières originaires du tiers-monde ont subi des transformations dans des pays industrialisés avant de parvenir en Suisse. Ces produits sont enregistrés comme des importations en provenance de ces derniers pays (en particulier des pays voisins de la Suisse). Les exportations suisses se composent essentiellement de produits transformés, souvent très élaborés et à haute valeur ajoutée. Ce type de production correspond à la spécialisation de l'industrie suisse. Compte tenu également du bas prix de certaines importations, il n'est pas étonnant que le solde des échanges avec le tiers-monde de produits intermédiaires et de matières premières soit positif, et ce avec tous les groupes de pays (voir commerce des matières premières et demi-produits, tableau 1.3.A.1).

La part de l'Afrique dans le commerce extérieur de la Suisse est très faible. Le commerce avec tous les pays africains (y compris l'Afrique du Nord) représente 1,2 % du total des échanges extérieurs de la Suisse.

Seulement 0,10 % des importations de la Suisse proviennent des PMA, qui représentent un débouché pour 0,27 % des exportations suisses (tableau 1.1.B.2). La part des PMA dans les importations de la Suisse est stagnante ces dernières années, alors que les exportations de la Suisse vers ces pays ont augmenté, passant de 267 à 378 millions de francs de 1999 à 2001.

Le tableau 1.1.C.2 montre les 15 principaux partenaires commerciaux dans le tiers-monde. La Chine, Taïwan et Hongkong (Chine) représentent près de 30 % des importations de la Suisse en provenance du tiers-monde et près de 30 % des exportations de la Suisse vont vers ces pays.

Evolution du commerce avec certains pays partenaires dans le tiers-monde, 1992-2001 (graphiques 1.1.D)

Les graphiques de la partie 1.1.D montrent l'évolution du commerce avec certains pays partenaires importants. Pour la plupart des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, les exportations de la Suisse vers ces pays dépassent largement les importations qui en proviennent. L'excédent commercial est moindre avec l'Inde; quant à la Chine, elle constitue une exception: la Suisse, qui importe bien plus qu'elle n'exporte vers la Chine, a avec elle un déficit commercial.

L'excédent commercial de la Suisse dans le commerce avec les pays du tiers-monde s'élevait à 10,6 milliards de francs en 2000 et 11,9 milliards en 2001. Il est particulièrement important avec Hongkong (Chine), atteignant 3,4 milliards de francs en 2001, avec Singapour (1,3 milliard de francs), le Mexique (940 millions de francs), l'Arabie Saoudite (912 millions), la Turquie (764 millions de francs), les Emirats arabes unis (708 millions) et Taïwan (499 millions). Ces sept pays permettent à la Suisse de réaliser un excédent commercial total de 8,5 milliards de francs.

Composition des échanges de la Suisse avec le tiers-monde

(Tableaux de la partie 1.2)

Les importations suisses en provenance du tiers-monde comprennent essentiellement des biens de consommation (44 % des importations), des matières premières et demi-produits (24 %) et des biens d'équipement (15 %). La Suisse exporte vers ces pays surtout des biens de consommation (42 % des exportations), des biens d'équipement (33 %) et des produits semi-finis (19 %).

1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse

A. Principaux courants commerciaux : importations, exportations, solde de la balance commerciale

1. Année 2000

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange Exp./Imp.
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%		
Monde	139 402,2	100,0	136 014,9	99,5	-3 387,3	0,98
Pays développés à économie de marché	120 310,1	86,3	108 310,4	79,6	-11 999,7	0,90
<i>Europe</i>	104 214,4	74,8	80 621,3	57,8	-23 593,0	0,77
<i>Outre-mer</i>	16 095,7	11,5	27 689,1	19,9	11 593,3	1,72
Pays d'Europe orientale	6 062,2	4,3	4 043,2	2,9	-2 019,0	0,67
Pays du tiers-monde	13 029,9	9,3	23 661,3	17,0	10 631,5	1,82

2. Année 2001

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange Exp./Imp.
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%		
Monde	141 888,9	100,0	138 491,1	100,0	-3 397,8	0,98
Pays développés à économie de marché	122 194,4	86,1	109 221,9	78,9	-12 972,5	0,89
<i>Europe</i>	108 559,4	76,5	83 777,5	60,5	-24 781,9	0,77
<i>Outre-mer</i>	13 635,0	9,6	25 444,4	18,4	11 809,4	1,87
Pays d'Europe orientale	7 047,5	5,0	4 768,5	3,4	-2 279,0	0,68
Pays du tiers-monde	12 647,0	8,9	24 500,7	17,7	11 853,7	1,94

Source tableaux 1.1.A et 1.1.B : Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 2000 et 2001*. *Statistique annuelle 2000*: pp. 856-861, *Statistique 2001* : pp. 854-859, Berne.

1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse (suite)

B. Commerce avec le tiers-monde : importations, exportations, solde de la balance commerciale

1. Année 2000

Groupes de pays ¹	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange Exp./Imp.
	Mio Fr.	% ²	Mio Fr.	% ²		
Ensemble pays tiers-monde	13029,9	9,3	23661,3	17,0	10631,5	1,82
a) Groupes géographiques						
Afrique	1852,1	1,3	1476,9	1,1	-375,2	0,80
Amérique	2488,6	1,8	4446,1	3,3	1957,5	1,79
Asie	8446,4	6,1	17032,8	12,5	8586,3	2,02
Europe	233,9	0,2	683,3	0,5	449,4	2,92
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	2303,8	1,7	3494,3	2,6	1190,5	1,52
Export. d'art. manif.	8169,1	5,9	15355,7	11,3	7186,6	1,88
Autres pays	2556,9	1,8	4811,3	3,5	2254,4	1,88
c) Pays les moins avancés	169,1	0,1	298,1	0,2	129,0	1,76

2. Année 2001

Groupes de pays ¹	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange Exp./Imp.
	Mio Fr.	% ²	Mio Fr.	% ²		
Ensemble pays tiers-monde	12647,0	8,9	24500,7	17,7	11853,7	1,94
a) Groupes géographiques						
Afrique	1745,3	1,2	1630,3	1,2	-115,0	0,93
Amérique	2850,5	2,0	4672,4	3,4	1821,9	1,64
Asie	7798,3	5,5	17483,3	12,6	9685,0	2,24
Europe	248,7	0,2	687,7	0,5	439,0	2,77
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	2104,7	1,5	3971,7	2,9	1867,0	1,89
Export. d'art. manif.	7537,7	5,3	15457,3	11,2	7919,7	2,05
Autres pays	3004,6	2,1	5071,8	3,7	2067,2	1,69
c) Pays les moins avancés	147,4	0,1	378,3	0,3	230,9	2,57

¹ La composition des groupes de pays figure dans l'Appendice au point 5.2.

² Part du commerce extérieur de la Suisse (voir total des échanges avec le monde, tableaux 1.1.A).

1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse (suite)

C. Principaux fournisseurs et clients de la Suisse

1. Les 15 premiers partenaires commerciaux dans le monde (2001)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays ¹	Mio Fr.	%	Σ%	Pays ¹	Mio Fr.	%	Σ%
1. Allemagne Féd.	42743,7	30,1	30,1	1. Allemagne Féd.	30013,9	21,7	21,7
2. France	14555,0	10,3	40,4	2. USA	15660,2	11,3	33,0
3. Italie	13315,5	9,4	49,8	3. France	12386,0	8,9	41,9
4. USA	8381,7	5,9	55,7	4. Italie	11038,7	8,0	49,9
5. Gr. Bretagne	8180,5	5,8	61,4	5. Gr. Bretagne	7677,3	5,5	55,4
6. Pays-Bas	7650,3	5,4	66,8	6. Japon	5383,1	3,9	59,3
7. Irlande	5328,3	3,8	70,6	7. Autriche	4472,7	3,2	62,6
8. Autriche	5080,4	3,6	74,2	8. Espagne	4353,1	3,1	65,7
9. Russie	4768,9	3,4	77,5	9. Pays-Bas	4222,8	3,0	68,7
10. Belgique	4237,9	3,0	80,5	10. Hongkong	4039,3	2,9	71,7
11. Japon	3390,8	2,4	82,9	11. Belgique	2713,2	2,0	73,6
12. Espagne	2493,4	1,8	84,7	12. Chine	1668,2	1,2	74,8
13. Chine	2257,6	1,6	86,3	13. Suède	1611,9	1,2	76,0
14. Suède	1486,7	1,0	87,3	14. Singapour	1580,3	1,1	77,1
15. Porto Rico	1146,4	0,8	88,1	15. Canada	1377,0	1,0	78,1
Autres pays	16872,0	11,9	100,0	Autres pays	30293,5	21,9	100,0
Total	141888,9		100,0	Total	138491,1		100,0

Sources pour les tableaux 1.1.C.1 à 1.3.F.2: Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse*, Vol. I, 2001, pp. 854-859, Berne.

¹ Les pays du tiers-monde sont en caractères gras.

1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse (fin)

C. Principaux fournisseurs et clients de la Suisse

2. Les 15 premiers partenaires commerciaux dans le tiers-monde (2001)¹

Principaux fournisseurs					Principaux clients				
Importations					Exportations				
Pays ²		Mio Fr.	%	Σ%	Pays ²		Mio Fr.	%	Σ%
1. Chine	AM	2257,6	17,9	17,9	1. Hongkong	AM	4039,3	16,5	16,5
2. Porto Rico		1146,4	9,1	26,9	2. Chine	AM	1668,2	6,8	23,3
3. Taïwan	AM	808,6	6,4	33,3	3. Singapour	AM	1580,3	6,4	29,7
4. Libye	P	781,1	6,2	39,5	4. Taïwan	AM	1307,7	5,3	35,1
5. Brésil	AM	757,2	6,0	45,5	5. Brésil	AM	1236,3	5,0	40,1
6. Hongkong	AM	679,3	5,4	50,8	6. Turquie	AM	1203,3	4,9	45,0
7. Thaïlande	AM	601,6	4,8	55,6	7. Mexique	AM	1109,6	4,5	49,6
8. Inde	AM	585,0	4,6	60,2	8. Corée du Sud	AM	1058,5	4,3	53,9
9. Corée du Sud	AM	570,5	4,5	64,7	9. Arabie Saoudite	P	994,3	4,1	57,9
10. Nigéria	P	501,8	4,0	68,7	10. Emirats Arabes	P	825,6	3,4	61,3
11. Turquie	AM	439,1	3,5	72,2	11. Thaïlande	AM	805,3	3,3	64,6
12. Singapour	AM	316,7	2,5	74,7	12. Inde	AM	655,7	2,7	67,3
13. Malaisie	AM	240,6	1,9	76,6	13. Malaisie	AM	553,3	2,3	69,5
14. Indonésie	P	213,8	1,7	78,3	14. Egypte		533,7	2,2	71,7
15. Iran	P	177,9	1,4	79,7	15. Iran	P	443,7	1,8	73,5
Reste du tiers-monde		2569,7	20,3	100,0	Reste du tiers-monde		6486,2	26,5	100,0
Total		12647,0		100,0	Total		24500,8		100,0

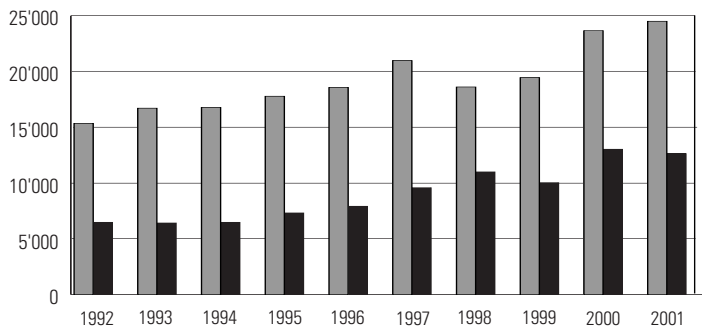
¹ Voir aussi les tableaux 4.1 et 4.2 qui contiennent les chiffres du commerce de la Suisse avec tous les pays en développement et en transition selon la classification CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE).

² A côté du nom des pays, figure l'indication du groupe économique auquel ils appartiennent: principaux exportateurs de pétrole (P) ou principaux exportateurs d'articles manufacturés (AM).

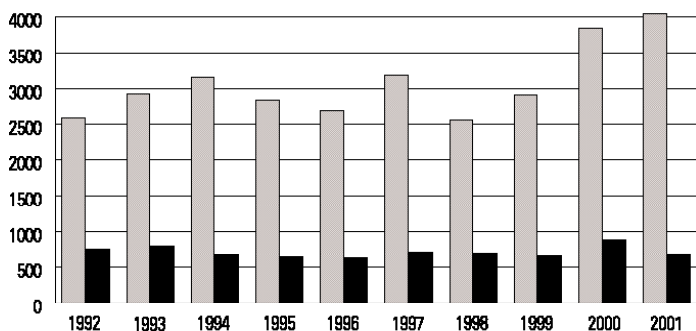
1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse

D. Evolution du commerce avec les pays partenaires commerciaux dans le tiers-monde, en millions de francs (1992-2001)

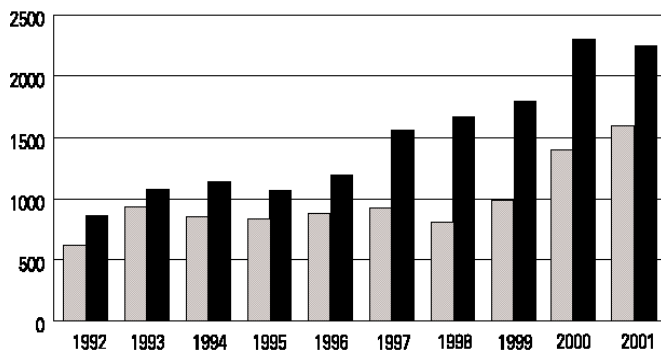
Ensemble des pays du tiers-monde



Hongkong



Chine



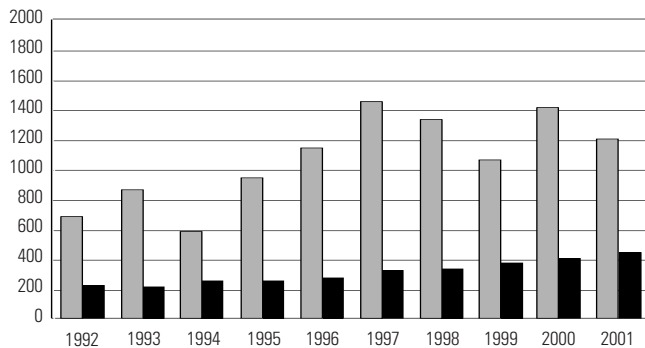
- Exportations de la Suisse vers le pays partenaire.
- Importations de la Suisse en provenance du pays partenaire.

La différence entre les deux représente l'excédent commercial de la Suisse (lorsque les exportations dépassent les importations en provenance du pays partenaire) ou du déficit commercial (lorsque les importations dépassent les exportations).

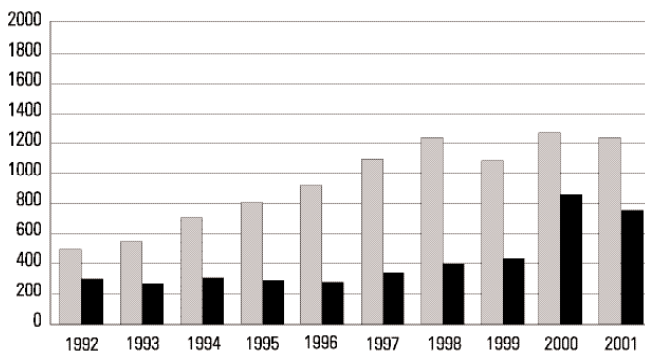
1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse (suite)

D. Evolution du commerce avec les pays partenaires commerciaux dans le tiers-monde, en millions de francs

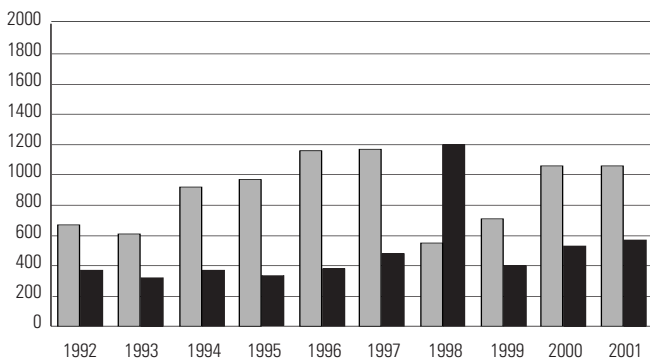
Turquie



Brésil



Corée du Sud

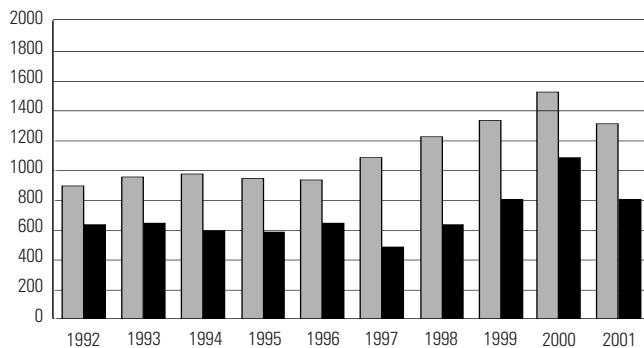


- Exportations de la Suisse vers le pays partenaire.
■ Importations de la Suisse en provenance du pays partenaire.

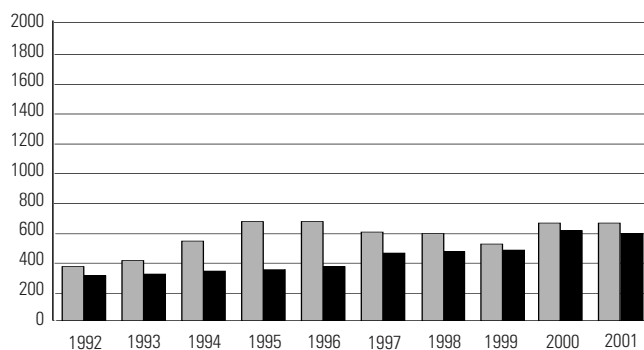
1.1. Structure géographique du commerce extérieur de la Suisse (fin)

D. Evolution du commerce avec les pays partenaires commerciaux dans le tiers-monde, en millions de francs

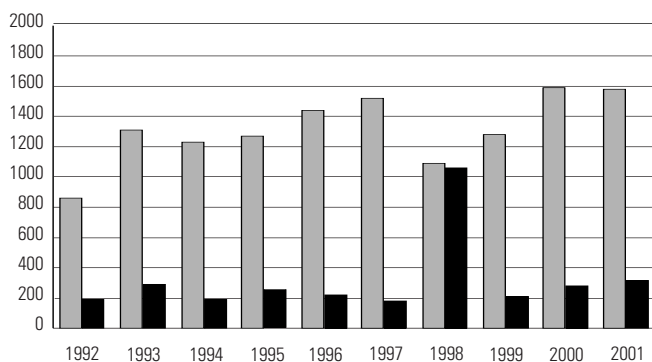
Taiwan



Inde



Singapour



- Exportations de la Suisse vers le pays partenaire.
- Importations de la Suisse en provenance du pays partenaire.

1.2. Composition des échanges de la Suisse avec le tiers-monde

A. Ensemble des pays du tiers-monde (2001)

Catégorie de marchandises	Importations		Exportations		Solde	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	
Matières premières + demi-produits	2999,1	23,7	4641,8	18,9	1642,7	
Produits énergétiques	1567,3	12,4	102,4	0,4	-1464,9	
Biens d'équipement	1864,1	14,7	7977,6	32,6	6113,5	
Biens de consommation	5588,9	44,2	10308,3	42,1	4719,4	
Métaux précieux/pierres gemmes	559,3	4,4	1447,7	5,9	888,4	
Objets d'art/antiquités	68,3	0,5	22,9	0,1	-45,5	
Total	12647,0	100,0	24500,7	100,0	11853,7	

B. Ensemble du monde (2001)

Catégorie de marchandises	Importations		Exportations		Solde	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	
Matières premières + demi-produits	35391,9	24,9	33933,1	24,5	-1458,8	
Produits énergétiques	6420,3	4,5	417,0	0,3	-6003,3	
Biens d'équipement	36434,5	25,7	45110,4	32,6	8675,9	
Biens de consommation	51804,9	36,5	52255,9	37,7	451,0	
Métaux précieux/pierres gemmes	10243,0	7,2	5674,0	4,1	-4569,0	
Objets d'art/antiquités	1594,2	1,1	1100,6	0,8	-493,5	
Total	141888,9	100,0	138491,1	100,0	-3397,8	

C. Principaux exportateurs de pétrole (2001)

Catégorie de marchandises	Importations		Exportations		Solde	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	
Matières premières + demi-produits	119,8	5,7	549,4	13,8	429,6	
Produits énergétiques	1565,7	74,4	6,8	0,2	-1558,9	
Biens d'équipement	30,5	1,4	1262,0	31,8	1231,5	
Biens de consommation	289,9	13,8	2066,5	52,0	1776,6	
Métaux précieux/pierres gemmes	98,4	4,7	82,8	2,1	-15,6	
Objets d'art/antiquités	0,4	0,0	4,2	0,1	3,8	
Total	2104,7	100,0	3971,7	100,0	1867,0	

1.2. Composition des échanges de la Suisse avec le tiers-monde (suite)

D. Principaux exportateurs d'articles manufacturés (2001)

Catégorie de marchandises	Importations		Exportations		Solde	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	
Matières premières + demi-produits	2351,0	31,2	3191,5	20,6	840,5	
Produits énergétiques	0,4	0,0	57,6	0,4	57,2	
Biens d'équipement	1659,3	22,0	5313,1	34,4	3653,8	
Biens de consommation	3222,4	42,8	5573,9	36,1	2351,5	
Métaux précieux/p. gemmes	289,8	3,8	1312,5	8,5	1022,7	
Objets d'art/antiquités	14,9	0,2	8,8	0,1	-6,1	
Total	7537,7	100,0	15457,3	100,0	7919,7	

E. Autres pays du tiers-monde (2001)

Catégorie de marchandises	Importations		Exportations		Solde	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	
Matières premières + demi-produits	528,3	17,6	900,9	17,8	372,6	
Produits énergétiques	1,2	0,0	38,0	0,7	36,8	
Biens d'équipement	174,4	5,8	1402,6	27,7	1228,2	
Biens de consommation	2076,6	69,1	2667,9	52,6	591,3	
Métaux précieux/p. gemmes	171,1	5,7	52,4	1,0	-118,7	
Objets d'art/antiquités	53,0	1,8	9,9	0,2	-43,1	
Total	3004,6	100,0	5071,7	100,0	2067,1	

F. Pays les moins avancés – PMA¹ (2001)

Catégorie de marchandises	Importations		Exportations		Solde	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	
Matières premières + demi-produits	49,3	33,4	50,0	13,2	0,7	
Produits énergétiques	0,0	0,0	0,2	0,1	0,2	
Biens d'équipement	0,6	0,4	155,7	41,1	155,1	
Biens de consommation	93,7	63,6	171,3	45,3	77,5	
Métaux précieux/p. gemmes	3,0	2,0	0,4	0,1	-2,6	
Objets d'art/antiquités	0,9	0,6	0,8	0,2	-0,1	
Total	147,4	100,0	378,3	100,0	230,9	

¹ Pour la liste des PMA, voir la classification du CAD à la fin du présent *Annuaire*.

Note : La classification des catégories de marchandises retenue ici a été établie par la Direction générale des douanes. Voici quelques indications concernant sa composition :

- ❑ **Matières premières et demi-produits** : fournitures pour l'agriculture, pour les industries alimentaires et manufacturières, ainsi que pour la construction. Les fournitures les plus importantes sont les demi-produits destinés à l'usage industriel : textiles, ouvrages en bois, en cuir, en caoutchouc ou en plastique, papier, substances chimiques, produits en métal, composants électriques ou électroniques, fournitures d'horlogerie, etc. Une grande partie des matières premières importées en Suisse ou exportées par la Suisse le sont sous la forme de demi-produits. Cette appellation ne signifie pas qu'il s'agit de produits à faible valeur ajoutée. Au contraire, leur fabrication requiert souvent beaucoup de capital, des techniques de pointe et du travail qualifié.
- ❑ **Produits énergétiques** : principalement importations de pétrole brut et de ses dérivés (huiles de chauffage, essence, lubrifiants, etc.). Le charbon et le gaz naturel sont aussi compris dans cette catégorie.
- ❑ **Biens d'équipement** : machines et appareils électriques (génératrices, transformateurs, appareils de commande, de signalisation, de contrôle et de mesure, etc.). « non électriques » (moteurs, pompes, compresseurs, machines-outils, machines textiles, etc.), instruments optiques, appareils de mécanique de précision et véhicules utilitaires.
- ❑ **Biens de consommation** : denrées alimentaires, vêtements et chaussures, produits pharmaceutiques, livres, films, meubles, articles et appareils ménagers, radios, téléviseurs, voitures de tourisme, montres, bijoux, jouets, armes et munitions, etc.
- ❑ **Objets d'art et antiquités** : tableaux, peintures et dessins faits à la main, collages, tableaux, gravures, estampes et lithographies, productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture, timbres poste, collections d'objets historiques et de sciences naturelles, objets d'antiquités de plus de 100 ans d'âge.

1.3. Origine et destination des marchandises échangées entre la Suisse et le tiers-monde, par catégories

A. Matières premières et demi-produits¹

1. Importations, exportations et soldes des échanges (2001)

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	Exp./Imp.
Ensemble du monde	35 392,0	100,0	33 933,1	100,0	-1 458,8	0,96
Ensemble du tiers-monde	2 999,1	8,5	4 641,8	13,7	1 642,7	1,55
a) Groupes géographiques						
Afrique	164,8	0,5	324,8	1,0	160,0	1,97
Amérique	623,6	1,8	886,8	2,6	263,2	1,42
Asie	2 131,7	6,0	3 257,6	9,6	1 125,9	1,53
Europe	78,4	0,2	171,8	0,5	93,3	2,19
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	119,8	0,3	549,4	1,6	429,6	4,59
Export. d'art. manif.	2 351,0	6,6	3 191,5	9,4	840,5	1,36
Autres pays	528,4	1,5	900,9	2,7	372,6	1,71

2. Principaux fournisseurs et clients (2001)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays	Importations			Pays	Exportations		
	Mio Fr.	% ²	Σ%		Mio Fr.	% ²	Σ%
1. Chine	521,8	1,47	1,47	1. Hongkong	634,3	1,87	1,87
2. Brésil	345,4	0,98	2,45	2. Chine	343,1	1,01	2,88
3. Hongkong	301,4	0,85	3,30	3. Singapour	326,5	0,96	3,84
4. Inde	253,1	0,72	4,02	4. Brésil	313,5	0,92	4,77
5. Thaïlande	251,0	0,71	4,73	5. Thaïlande	307,3	0,91	5,67
6. Taïwan	224,1	0,63	5,36	6. Taïwan	291,3	0,86	6,53
7. Singapour	113,4	0,32	5,68	7. Turquie	270,5	0,80	7,33
8. Corée du Sud	107,0	0,30	5,98	8. Mexique	213,3	0,63	7,96
9. Turquie	77,2	0,22	6,20	9. Corée du Sud	199,1	0,59	8,54
10. Mexique	62,7	0,18	6,38	10. Inde	187,4	0,55	9,10
11. Indonésie	55,4	0,16	6,53	11. Arabie Saoudite	113,8	0,34	9,43
12. Malaisie	53,1	0,15	6,68	12. Iran	86,2	0,25	9,68
13. Slovaquie	43,4	0,12	6,81	13. Indonésie	84,8	0,25	9,93
14. Philippines	40,8	0,12	6,92	14. Emirats Arabes	81,0	0,24	10,17
15. Argentine	34,5	0,10	7,02	15. Panama	79,3	0,23	10,41
Autres pays	514,8	1,45	8,47	Autres pays	1 110,4	3,27	13,68
Total	2 999,1	8,47		Total	4 641,8	13,68	

¹ La catégorie « Matières premières et demi-produits » est décrite en-dessous des tableaux 1.2., p. 243.

² Par rapport aux importations et aux exportations totales de matières premières et de demi-produits.

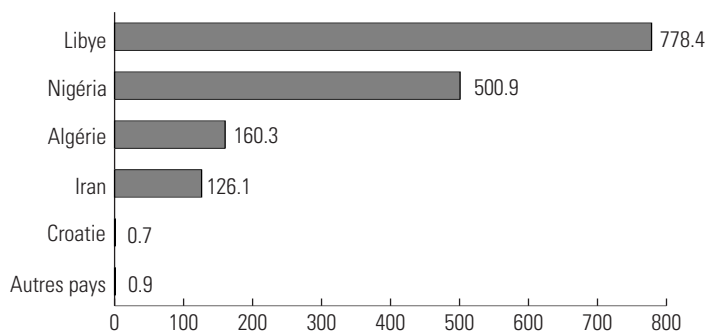
1.3. Origine et destination des marchandises échangées entre la Suisse et le tiers-monde, par catégories (suite)

B. Produits énergétiques¹

1. Importations, exportations et soldes des échanges (2001)

Groupes de pays	Importations ²		Exportations		Solde	Coeff. échange Exp./Imp.
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%		
Ensemble du monde	6 420,3	100,0	417,0	100,0	-6 003,3	0,06
Ensemble du tiers-monde	1 567,3	24,4	102,4	24,5	-1 464,9	0,07
a) Groupes géographiques						
Afrique	1 439,6	22,4	10,1	2,4	-1 429,5	0,01
Amérique	0,1	0,0	14,7	3,5	14,6	212,56
Asie	126,5	2,0	70,4	16,9	-56,1	0,56
Europe	1,1	0,0	7,0	1,7	5,9	6,31
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	1 565,7	24,4	6,8	1,6	-1 558,9	0,00
Export. d'art. manif.	0,4	0,0	57,6	13,8	57,2	148,54
Autres pays	1,2	0,0	38,0	9,1	36,8	31,72

2. Principaux pays fournisseurs de produits énergétiques, en millions de francs, 2001



¹ La catégorie « produits énergétiques » est décrite en-dessous des tableaux 1.2., p. 243.

² Les importations en provenance du tiers-monde concernent essentiellement du pétrole brut acheté aux pays membres de l'OPEP. Le pétrole raffiné chez nos voisins apparaît dans la statistique douanière comme une livraison de ceux-ci (surtout Allemagne, Pays-Bas, France, Belgique et Italie). L'origine effective n'étant pas prise en compte, les importations de produits énergétiques en provenance du tiers-monde semblent donc anormalement faibles (seulement 24.4% selon les statistiques).

1.3. Origine et destination des marchandises échangées entre la Suisse et le tiers-monde, par catégories (suite)

C. Biens d'équipement¹

1. Importations, exportations et soldes des échanges (2001)

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%	Mio Fr.	Exp./Imp.
Ensemble du monde	36434,5	100,0	45110,4	100,0	8675,9	1,24
Ensemble du tiers-monde	1864,1	5,1	7977,6	17,7	6113,5	4,28
a) Groupes géographiques						
Afrique	17,6	0,0	592,0	1,3	574,4	33,58
Amérique	407,9	1,1	1408,7	3,1	1000,9	3,45
Asie	1371,6	3,8	5764,2	12,8	4392,5	4,20
Europe	66,9	0,2	207,9	0,5	141,0	3,11
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	30,5	0,1	1262,0	2,8	1231,5	41,36
Export. d'art. manif.	1659,3	4,6	5313,1	11,8	3653,8	3,20
Autres pays	174,4	0,5	1402,6	3,1	1228,2	8,04

2. Principaux fournisseurs et clients (2001)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Pays	Importations			Pays	Exportations		
	Mio Fr.	% ²	Σ%		Mio Fr.	% ²	Σ%
1. Taïwan	438,7	1,20	1,20	1. Chine	1117,1	2,48	2,48
2. Chine	313,3	0,86	2,06	2. Taïwan	540,6	1,20	3,67
3. Brésil	309,1	0,85	2,91	3. Mexique	498,0	1,10	4,78
4. Corée du Sud	186,2	0,51	3,42	4. Corée du Sud	479,7	1,06	5,84
5. Malaisie	85,6	0,23	3,66	5. Singapour	436,4	0,97	6,81
6. Singapour	80,2	0,22	3,88	6. Malaisie	382,2	0,85	7,66
7. Hongkong	67,9	0,19	4,07	7. Inde	379,3	0,84	8,50
8. Thaïlande	52,5	0,14	4,21	8. Hongkong	376,5	0,83	9,33
9. Slovénie	49,2	0,13	4,34	9. Brésil	374,5	0,83	10,16
10. Inde	46,4	0,13	4,47	10. Turquie	339,7	0,75	10,92
11. Bermudes	37,9	0,10	4,58	11. Thaïlande	296,2	0,66	11,57
12. Turquie	37,1	0,10	4,68	12. Iran	209,1	0,46	12,04
13. Caïmanes	26,2	0,07	4,75	13. Emirats Arabes	208,3	0,46	12,50
14. Philippines	25,6	0,07	4,82	14. Arabie Saoudite	204,2	0,45	12,95
15. Mexique	16,5	0,05	4,86	15. Indonésie	147,4	0,33	13,28
Autres pays	91,6	0,25	5,12	Autres pays	1988,5	4,41	17,68
Total	1864,1	5,12		Total	7977,6	17,68	

¹ La catégorie « biens d'équipement » est décrite en-dessous des tableaux 1.2., p. 243.

² Par rapport aux importations et aux exportations totales de biens d'équipement.

1.3. Origine et destination des marchandises échangées entre la Suisse et le tiers-monde, par catégories (suite)

D. Biens de consommation¹

1. Importations, exportations et soldes des échanges (2001)

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%		
Ensemble du monde	51804,9	100,0	52255,9	100,0	451,0	1,01
Ensemble du tiers-monde	5588,9	10,8	10308,3	19,7	4719,4	1,84
a) Groupes géographiques						
Afrique	114,7	0,2	688,6	1,3	573,9	6,00
Amérique	1685,6	3,3	2343,4	4,5	657,8	1,39
Asie	3693,5	7,1	6970,9	13,3	3277,5	1,89
Europe	94,2	0,2	284,4	0,5	190,1	3,02
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	289,9	0,6	2066,5	4,0	1776,6	7,13
Export. d'art. manif.	3222,4	6,2	5573,9	10,7	2351,5	1,73
Autres pays	2076,6	4,0	2667,9	5,1	591,3	1,28

2. Principaux fournisseurs et clients (2001)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio Fr.	% ²	Σ%	Pays	Mio Fr.	% ²	Σ%
1. Chine	1411,9	2,73	2,73	1. Hongkong	1843,1	3,53	3,53
2. Porto Rico	1123,4	2,17	4,89	2. Singapour	780,0	1,49	5,02
3. Turquie	324,8	0,63	5,52	3. Arabie Saoudite	647,6	1,24	6,26
4. Corée du Sud	275,9	0,53	6,05	4. Turquie	572,7	1,10	7,35
5. Thaïlande	247,0	0,48	6,53	5. Brésil	543,7	1,04	8,40
6. Inde	229,3	0,44	6,97	6. Emirats Arabes	481,7	0,92	9,32
7. Hongkong	221,8	0,43	7,40	7. Taïwan	465,3	0,89	10,21
8. Taïwan	143,8	0,28	7,68	8. Mexique	397,9	0,76	10,97
9. Indonésie	139,6	0,27	7,95	9. Porto Rico	388,3	0,74	11,71
10. Vietnam	131,1	0,25	8,20	10. Corée du Sud	353,1	0,68	12,39
11. Malaisie	101,5	0,20	8,40	11. Egypte	325,0	0,62	13,01
12. Brésil	97,8	0,19	8,59	12. Chine	206,7	0,40	13,41
13. Colombie	92,8	0,18	8,76	13. Panama	203,4	0,39	13,79
14. Liban	89,7	0,17	8,94	14. Argentine	196,5	0,38	14,17
15. Mexique	84,8	0,16	9,10	15. Liban	156,4	0,30	14,47
Autres pays	873,7	1,69	10,79	Autres pays	2747,0	5,26	19,73
Total	5588,9	10,79		Total	10308,3	19,73	

¹ La catégorie « biens de consommation » est décrite en-dessous des tableaux 1.2., p. 243.

² Par rapport aux importations et aux exportations totales de biens de consommation.

1.3. Origine et destination des marchandises échangées entre la Suisse et le tiers-monde, par catégories (suite)

E. Métaux précieux et pierres gemmes

1. Importations, exportations et soldes des échanges (2001)

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange Exp./Imp.
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%		
Ensemble du monde	10 243,0	100,0	5 674,0	100,0	-4 569,0	0,55
Ensemble du tiers-monde	559,3	5,5	1 447,7	25,5	888,4	2,59
a) Groupes géographiques						
Afrique	7,5	0,1	13,7	0,2	6,2	1,83
Amérique	81,7	0,8	10,2	0,2	-71,6	0,12
Asie	459,7	4,5	1 407,4	24,8	947,7	3,06
Europe	7,7	0,1	16,4	0,3	8,6	2,12
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	98,4	1,0	82,8	1,5	-15,6	0,84
Export. d'art. manif.	289,8	2,8	1 312,5	23,1	1 022,7	4,53
Autres pays	171,1	1,7	52,4	0,9	-118,7	0,31

2. Principaux fournisseurs et clients (2001)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio Fr.	% ¹	Σ%	Pays	Mio Fr.	% ¹	Σ%
1. Hongkong	81,0	0,79	0,79	1. Hongkong	1 177,4	20,75	20,75
2. Liban	78,5	0,77	1,56	2. Emirats Arabes	50,6	0,89	21,64
3. Emirats Arabes	73,1	0,71	2,27	3. Thaïlande	46,4	0,82	22,46
4. Singapour	69,1	0,67	2,95	4. Arabie Saoudite	24,0	0,42	22,89
5. Inde	56,1	0,55	3,49	5. Corée du Sud	23,0	0,41	23,29
6. Vierges brit.	54,4	0,53	4,02	6. Inde	17,8	0,31	23,61
7. Thaïlande	49,8	0,49	4,51	7. Malte	16,0	0,28	23,89
8. Philippines	15,6	0,15	4,66	8. Singapour	15,4	0,27	24,16
9. Indonésie	13,0	0,13	4,79	9. Turquie	13,8	0,24	24,40
10. Panama	8,8	0,09	4,88	10. Maurice	11,8	0,21	24,61
11. Chine	6,4	0,06	4,94	11. Sri Lanka	9,8	0,17	24,78
12. Colombie	5,2	0,05	4,99	12. Taïwan	9,4	0,17	24,95
13. Arabie Saoudite	4,9	0,05	5,04	13. Liban	5,3	0,09	25,04
14. Mexique	4,8	0,05	5,08	14. Koweït	5,2	0,09	25,13
15. RF Yougoslavie	4,8	0,05	5,13	15. Brésil	4,3	0,08	25,21
Autres pays	33,8	0,33	5,46	Autres pays	17,3	0,31	25,51
Total	559,3		5,46	Total	1 447,7		25,51

¹ Par rapport aux importations et aux exportations totales de métaux précieux et pierres gemmes.

1.3. Origine et destination des marchandises échangées entre la Suisse et le tiers-monde, par catégories (fin)

F. Objets d'art et antiquités¹

1. Importations, exportations et soldes des échanges (2001)

Groupes de pays	Importations		Exportations		Solde	Coeff. échange
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%		
Ensemble du monde	1 594,2	100,0	1 100,6	100,0	-493,6	0,69
Ensemble du tiers-monde	68,3	4,3	22,9	2,1	-45,5	0,33
a) Groupes géographiques						
Afrique	1,1	0,1	1,1	0,1	0,0	0,98
Amérique	51,6	3,2	8,7	0,8	-42,9	0,17
Asie	15,4	1,0	12,8	1,2	-2,6	0,83
Europe	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	1,15
b) Groupes économiques						
Export. de pétrole	0,4	0,0	4,2	0,4	3,8	9,65
Export. d'art. manuf.	14,9	0,9	8,8	0,8	-6,1	0,59
Autres pays	53,0	3,3	9,9	0,9	-43,2	0,19

2. Principaux fournisseurs et clients (2001)

Principaux fournisseurs				Principaux clients			
Importations				Exportations			
Pays	Mio Fr.	% ²	Σ%	Pays	Mio Fr.	% ²	Σ%
1. Bahamas	40,5	2,54	2,54	1. Vierges brit.	4,9	0,34	0,34
2. Hongkong	7,2	0,45	2,99	2. Hongkong	4,5	0,31	0,66
3. Panama	7,2	0,45	3,44	3. Arabie Saoudite	3,4	0,24	0,90
4. Chine	3,8	0,24	3,68	4. Corée du Sud	1,5	0,11	1,01
5. Antilles néeland.	1,3	0,08	3,76	5. Panama	1,0	0,07	1,08
6. Thaïlande	1,3	0,08	3,84	6. Singapour	0,9	0,06	1,14
7. Corée du Sud	1,3	0,08	3,92	7. Bahamas	0,7	0,05	1,19
8. Colombie	0,7	0,04	3,96	8. Libéria	0,6	0,04	1,23
9. Argentine	0,5	0,03	3,99	9. Taiwan	0,5	0,03	1,26
10. Vierges brit.	0,4	0,03	4,02	10. Turquie	0,4	0,03	1,29
11. Singapour	0,4	0,02	4,04	11. Vincent	0,4	0,03	1,32
12. Libéria	0,4	0,02	4,07	12. Mexique	0,3	0,02	1,34
13. Mexique	0,3	0,02	4,08	13. Argentine	0,3	0,02	1,36
14. Uruguay	0,3	0,02	4,10	14. Liban	0,3	0,02	1,38
15. Sénégal	0,2	0,01	4,11	15. Colombie	0,3	0,02	1,40
Autres pays	2,7	0,17	4,29	Autres pays	2,7	0,19	1,59
Total	68,3		4,29	Total	22,9		1,59

¹ La catégorie « objets d'art et antiquités » est décrite en-dessous des tableaux 1.2., p. 243.

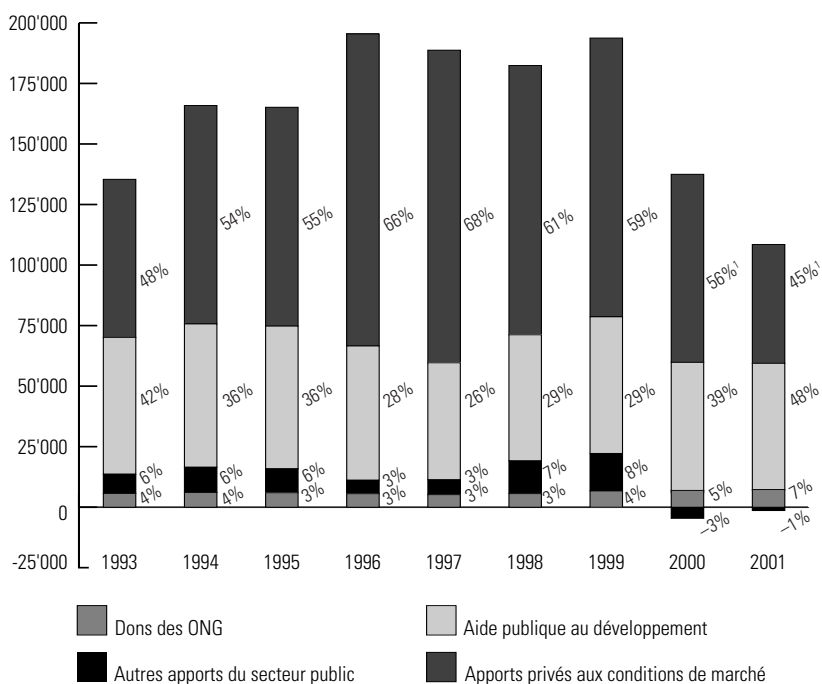
² Par rapport aux importations et aux exportations totales d'objets d'art et d'antiquités.

2. FLUX FINANCIERS

COMMENTAIRE

Le Comité d'aide au développement publie des données statistiques sur l'ensemble des apports financiers aux pays en développement. Le CAD distingue quatre types de flux : l'APD, les autres apports du secteur public (dont les crédits publics à l'exportation), les dons des organismes privés bénévoles et les apports privés aux conditions de marché (flux privés). Les fonds privés se composent des investissements directs, des investissements de portefeuille et des crédits privés à l'exportation. Pour la Suisse, les données statistiques concernant les flux privés sont très lacunaires. La Banque nationale suisse publie des données sur les investissements directs à l'étranger (tableaux 2.4), mais les données sur les investissements de portefeuille sont loin d'être complètes.

Graphique 3: Apports financiers aux pays en développement (mio. fr.)



Sources : OCDE, *Coopération pour le développement*, rapports 2002 (tableau 14), 1999 (tableau 14) et 1997 (tableau 21).

¹ Les valeurs en pourcentage se basent sur le total des flux positifs.

Le graphique 3 montre l'évolution des apports financiers aux pays en développement depuis 1993. Les apports du secteur privé ont pris une importance grandissante au

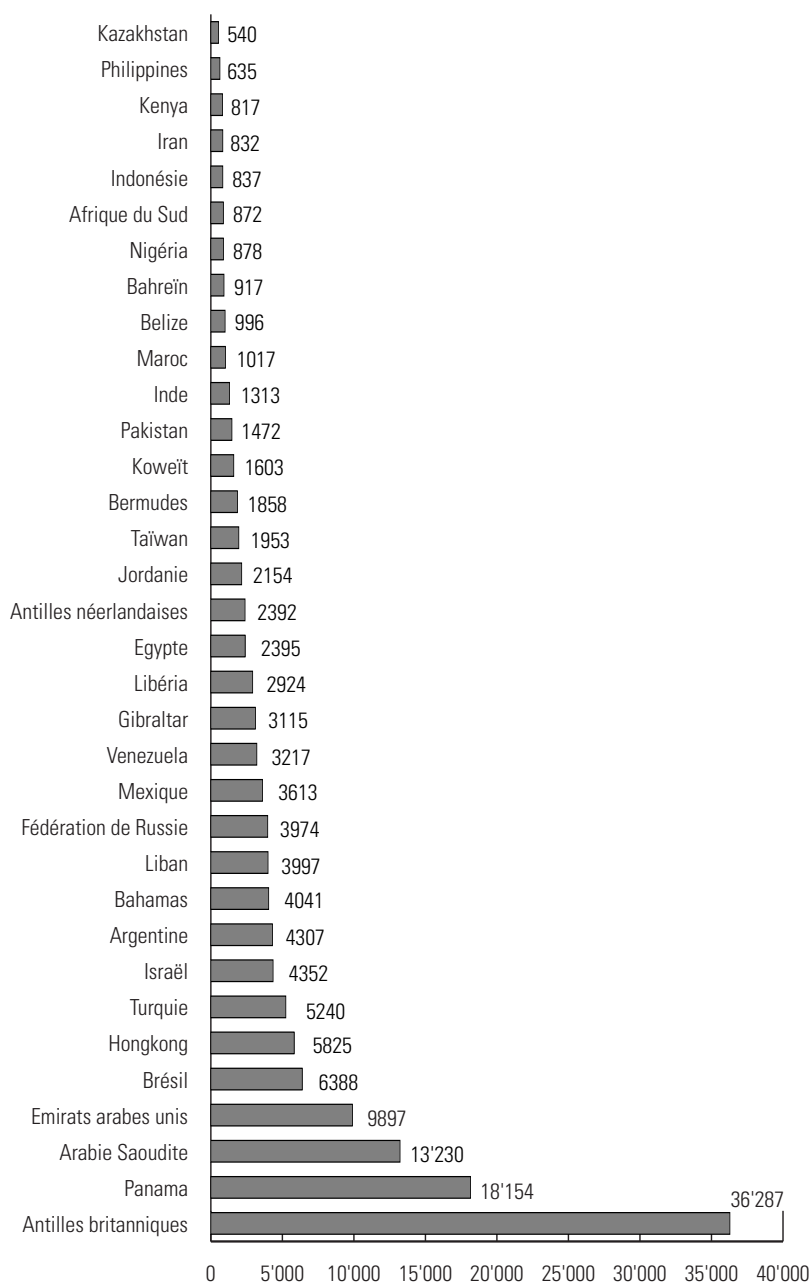
début des années 1990, alors que l'APD était en baisse. Si l'APD représentait encore 42% des flux totaux à destination des pays en développement en 1993, sa part est tombée à 26% en 1997. Le graphique met cependant en évidence le caractère assez volatil des flux privés, puisque les apports privés, après avoir passé de 65 milliards de dollars à 129 milliards de dollars de 1993 à 1997, ont ensuite baissé fortement pour atteindre 49 milliards de dollars en 2001. Les «autres apports du secteur public» se sont avérés négatifs en l'an 2000, les remboursements ayant été plus importants que les crédits accordés.

En comparant les apports des différents pays membres du CAD, on peut constater qu'il n'y a pas de corrélation entre le RNB (revenu national brut) par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement (tableau 2.2). Dans l'introduction de la partie 3 des statistiques, les graphiques 9 et 10 montrent le classement des pays selon le versement d'APD (en milliards de dollars et en % du RNB).

Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (graphique 4 et tableaux 2.3.B)

La Banque nationale suisse (BNS) publie une statistique des avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse. Les données reposent sur les informations communiquées par 122 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique. La BNS distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan, tableau 2.3.B.1) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires, tableau 2.3.B.2). Le graphique 4 ci-dessous montre les principales provenances des engagements de la Suisse envers les clients de pays en développement et des «pays en développement avancés». Les banques suisses géraient ainsi fin 2001 des fonds pour le compte de clients étrangers pour un montant total de 320 milliards de francs, dont 177 milliards de francs pour le compte de clients de pays en développement (2^e colonne du tableau 2.3.B.2). Le graphique 4 permet de voir que les banques suisses gèrent des fonds surtout en provenance de paradis fiscaux et de centres financiers offshore, de pays en développement relativement avancés et de pays exportateurs de pétrole, mais figurent aussi certains pays relativement pauvres, tels que le Liberia ou le Kazakhstan, ou des pays connaissant une crise économique grave (Argentine, Venezuela...).

Graphique 4

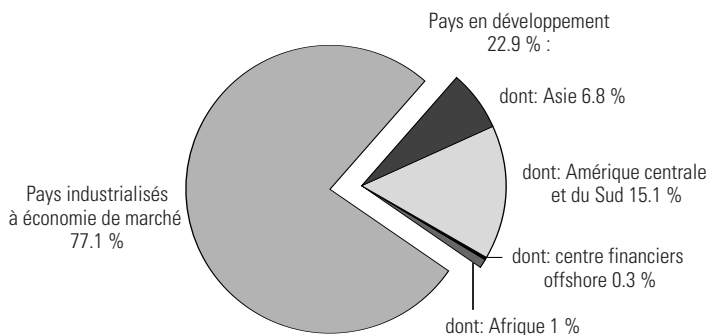


Source : Banque nationale suisse, *Les banques suisses en 2001*, <www.snb.ch>. Elaboration iuéd.

Stocks d'investissements directs suisses à l'étranger (graphique 5, tableau 2.4.A)

Le graphique 5 met en évidence la concentration des investissements directs suisses dans les pays industrialisés. Pour ce qui concerne les pays en développement, l'Amérique centrale et du Sud constitue la destination préférée.

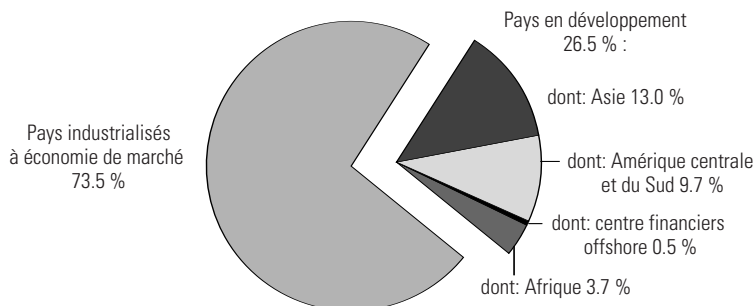
Graphique 5: Répartition géographique des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger en 2001 (total 414'577 millions fr.)



Effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger (graphique 6, tableau 2.4.B)

La tendance décrite auparavant se reflète dans la distribution géographique du personnel des entreprises suisses, à l'exception du personnel employé dans les pays en développement asiatiques plus nombreux que celui en Amérique centrale et du Sud.

Graphique 6: Répartition géographique de l'effectif du personnel dans les entreprises suisses à l'étranger en 2001 (total 1'709'023)



2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

A. Flux nets en provenance de la Suisse (1999, 2000 et 2001)

Catégories	1999	2000	2001 ^P	1999	2000	2001 ^P
	En millions de francs			En % du RNB		
1. Capitaux privés ¹	3 360,0	1 681,1	-2 112,0	0,80	0,39	-0,47
dont: Investissements directs	2 756,0	1 914,1	-1 867,4			
Crédits à l'exportation	604,1	844,0	-242,9			
Investissements de portefeuille	n.d.	-1 076,9	-1,7			
2. Aide publique au développement ²	1 478,7	1 502,2	1 531,7	0,35	0,34	0,34
3. Autres apports publics ³	31,6	13,5	10,1	0,01	0,00	0,00
4. Dons des organismes privés bénévoles ⁴	275,4	274,1	303,4	0,07	0,06	0,07
Total	5 145,7	3 471,0	-266,8			
dont flux assortis de:						
<i>conditions du marché (=1+3)</i>	<i>3 391,6</i>	<i>1 694,7</i>	<i>-2 101,9</i>	<i>0,81</i>	<i>0,39</i>	<i>-0,47</i>
<i>conditions libérales (=2+4)</i>	<i>1 754,1</i>	<i>1 776,4</i>	<i>1 835,1</i>	<i>0,42</i>	<i>0,41</i>	<i>0,41</i>
RNB de la Suisse	417 750,6	435 478,2	450 501,8			

Source : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 12, 13 et 14.

RNB = Revenu national brut.

^P chiffres provisoires.

n.d. : données non disponibles.

Notes 1 à 4 : voir page suivante.

Note : les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

1. **Les flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché provenant de l'économie privée.

- ❑ Investissements directs : investissements effectués pour acquérir ou augmenter des intérêts durable dans une entreprise d'un autre pays. Les flux d'investissements directs correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est établie sur la base des données communiquées par les entreprises.
- ❑ Les crédits à l'exportation sont des prêts, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays créancier. Les montants indiqués dans le tableau concernent seulement les prêts garantis.
- ❑ Les investissements de portefeuille comprennent deux types de flux :
 - a) Les apports bilatéraux : souscription d'obligations émises par des Etats du tiers-monde ou par des sociétés établies dans des pays en développement, acceptation de reconnaissance de dettes, achat d'actions, d'obligations et de biens immobiliers.
 - b) Les apports multilatéraux : investissements du secteur privé bancaire et non bancaire dans des titres émis par des institutions multilatérales.
- ❑ Les flux bancaires, qui représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes (y compris les comptoirs à l'étranger) vis-à-vis des pays en développement, ne sont pas comptés.

2. **L'aide publique au développement (APD)** représente l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires figurant dans la partie 1 de la liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays en développement). L'APD comprend aussi les contributions aux institutions multilatérales de financement provenant de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.

Le chiffre d'aide publique au développement fourni par la Suisse figurant dans les statistiques du CAD peut être différent de celui qui figure dans les statistiques suisses, ceci pour deux raisons :

a) la Confédération s'acquitte de certaines contributions internationales par l'émission de notes dont l'encaissement intervient ultérieurement. Ces engagements sont compris dans le chiffre de l'aide déclaré à l'OCDE au moment de l'engagement, alors que la Confédération publie un montant d'aide sur la base des versements effectifs de l'année.

b) Des différences dans le montant de l'APD de la Suisse peuvent aussi provenir de révisions des données statistiques pendant l'année. Les sources de certains tableaux peuvent dater de 2002 (Rapport annuel de la coopération internationale) ou de chiffres communiqués par la DDC ultérieurement (février 2003). Ceci explique que certains chiffres ont été révisés.

3. **Les autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par des collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur.

4. **Les dons des organismes privés bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif (sans les subventions reçues du secteur public).

Le revenu national brut (RNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché.

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

B. Flux nets en provenance des pays membres du CAD (1999, 2000 et 2001)

Catégories	1999	2000	2001 ^P	1999	2000	2001 ^P
	En millions de dollars			En % du RNB		
1. Capitaux privés ¹	115 119,0	77 657,0	49 117,0	0,48	0,32	0,21
dont: Investissements directs	94 708,0	70 359,0	66 602,0			
Crédits à l'exportation	1 896,0	7 352,0	2 735,0			
Investissements de portefeuille	18 515,0	-54,0	-20 220,0			
2. Aide publique au développement ²	56 428,0	53 734,0	52 336,0	0,24	0,22	0,22
3. Autres apports publics ³	15 477,0	-4 537,0	-549,0	0,07	-0,02	0,00
4. Dons des organismes privés bénévoles ⁴	6 715,0	6 934,0	7 289,0	0,03	0,03	0,03
Total	193 739,0	133 788,0	108 193,0			
dont flux assortis de:						
<i>conditions du marché (=1+3)</i>	<i>130 596,0</i>	<i>73 120,0</i>	<i>48 568,0</i>	<i>0,55</i>	<i>0,30</i>	<i>0,20</i>
<i>conditions libérales (=2+4)</i>	<i>63 143,0</i>	<i>60 668,0</i>	<i>59 625,0</i>	<i>0,27</i>	<i>0,25</i>	<i>0,25</i>
	En milliards de dollars					
RNB des pays du CAD	23 784,0	24 044,0	23 789,1			

Source : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableau 14.

RNB = Revenu national brut.

^P chiffres provisoires.

Voir page précédente pour la description des catégories de flux financiers et les notes 1 à 4.

2.2. Relations entre le revenu national brut (RNB), les flux nets de capitaux privés et l'aide publique au développement

Comparaisons entre les pays membres du CAD (2001)

Pays membres du Comité d'aide au développement	Revenu national brut (RNB)			Flux nets de capitaux privés ¹			Flux nets d'APD ²			
	Montants		Par habitant	Montants		En % du RNB	Montants		En % du RNB	
	Mia \$	%	\$	Mio \$	%	Rang	Mio\$	%	%	Rang
Etats-Unis	10 159	42,8	35 643	21 864	0,22	9	11 429	21,84	0,11	22
Japon	4 204	17,7	33 047	5 380	0,13	11	9 847	18,81	0,23	18
Allemagne	1 841	7,8	22 368	737	0,04	12	4 990	9,53	0,27	14
Royaume-Uni	1 431	6,0	24 346	4 669	0,33	8	4 579	8,75	0,32	10
France	1 316	5,5	22 229	12 168	0,92	3	4 198	8,02	0,32	11
Italie	1 083	4,6	18 893	-1 903	-0,18	17	1 627	3,11	0,15	21
Canada	705	3,0	22 696	-12	0,00	15	1 533	2,93	0,22	19
Espagne	574	2,4	14 245	9 640	1,68	1	1 737	3,32	0,30	12
Pays-Bas	386	1,6	24 144	-6 886	-1,78	20	3 172	6,06	0,82	3
Australie	346	1,5	17 777	43	0,01	14	873	1,67	0,25	16
Suisse	267	1,1	36 945	-1 252	-0,47	19	908	1,73	0,34	7
Belgique	235	1,0	22 906	-712	-0,30	18	867	1,66	0,37	6
Suède	206	0,9	23 177	1 394	0,68	5	1 666	3,18	0,81	5
Autriche	186	0,8	22 834	279	0,15	10	533	1,02	0,29	13
Norvège	163	0,7	36 132	-71	-0,04	16	1 346	2,57	0,83	2
Danemark	159	0,7	29 601	998	0,63	6	1 634	3,12	1,03	1
Finlande	121	0,5	23 209	915	0,76	4	389	0,74	0,32	9
Grèce	117	0,5	10 693	-	-	-	202	0,39	0,17	20
Portugal	107	0,5	10 345	1 503	1,40	2	268	0,51	0,25	17
Irlande	87	0,4	22 563	347	0,40	7	287	0,55	0,33	8
Nvle-Zélande	44	0,2	11 405	16	0,04	13	112	0,21	0,25	15
Luxembourg	17	0,1	38 988	-	-	-	141	0,27	0,82	4
Total ou moy.	23 755	100,0	28 500	49 117	0,21		52 336	100,00	0,22	

Source : <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 13, 14 et 37.

Note : voir aussi les graphiques 9 et 10 dans la partie statistique 3 « Aide publique au développement ».

¹ Y compris des montants affectés à l'annulation de créances commerciales. La remise de créances militaires n'est pas comptée.

² L'APD fournie par la France comprend l'aide aux territoires d'outre-mer (TOM). Par contre, la statistique exclut les transferts aux départements d'outre-mer (DOM).

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

A. Emprunts de débiteurs étrangers, par groupes de pays, en millions de francs¹

1. Année 2000

Groupe de pays	Valeur d'émission	Remboursement	Prélèvements nets sur le marché ²
Union européenne	18082,7	12 191,4	5 891,3
Reste de l'Europe	2374,5	2045,0	329,5
Etat-Unis, Canada	5817,7	5 883,0	-65,3
Caraïbes	6697,3	750,0	5947,3
Amérique latine	0,0		0,0
Moyen-Orient, Afrique	0,0		0,0
Japon	501,8	2260,0	-1 758,2
Australie, Nouvelle-Zélande	0,0	750,0	-750,0
Autres pays d'Asie, Océanie			0,0
Organisations internationales de développement ³	0,0	1076,4	-1076,4
Total	33474,0	24955,8	8518,2

2. Année 2001

Groupe de pays	Valeur d'émission	Remboursement	Prélèvements nets sur le marché ²
Union européenne	20953,9	17 532,1	3 421,8
Reste de l'Europe	2752,0	4 384,9	-1 632,9
Etat-Unis, Canada	3 863,9	3 960,0	-96,1
Caraïbes	5978,0	1 844,3	4 133,7
Amérique latine	0,0	170,0	-170,0
Moyen-Orient, Afrique	0,0	0,0	0,0
Japon	0,0	1 205,0	-1 205,0
Australie, Nouvelle-Zélande	200,3	243,0	-42,7
Autres pays d'Asie, Océanie	0,0	200,0	-200,0
Organisations internationales de développement ³	300,2	2 452,3	-2 152,1
Total	34048,3	31991,6	2056,7

Source : Banque nationale suisse, *Bulletin mensuel de statistiques économiques*, janvier 2003.
<www.snb.ch>

¹ Emissions publiques.

² Valeur d'émission moins remboursements.

³ Groupe de la Banque mondiale (BIRD, IDA, SFI, AMGI), Banque interaméricaine de dév. (BID), Banque africaine de développement (BAfD), Banque asiatique de développement (BAsD), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse¹

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans² Situation au 31 décembre 2001

Pays	Avoirs	Engagem.	Solde	Couverture
	A	B	C = A-B	D = A/B
En millions de francs				
				Avoirs/Eng.
Pays industrialisés à économie de marché³	1 151 080	926 403	224 677	1,24
Pays en développement⁴	129 411	258 331	-128 920	0,50
Moyen-Orient (sans Egypte)	11 675	41 048	-29 373	0,28
Région des Caraïbes	52 960	107 538	-54 578	0,49
Ensemble des autres pays	64 776	109 745	-44 969	0,59
<i>Détail Pays :</i>				
Union Européenne	593 746	477 464	116 282	1,24
Allemagne	80 233	68 198	12 035	1,18
France	58 195	47 981	10 214	1,21
Italie	33 527	31 318	2 209	1,07
Royaume-Uni	299 550	228 490	71 060	1,31
Autres pays	122 241	101 477	20 764	1,20
Reste de l'Europe	53 096	119 618	-66 522	0,44
Fédération de Russie	1 508	2 158	-650	0,70
Pologne	479	724	-245	0,66
Turquie	3 125	3 580	-455	0,87
Autres pays	47 984	113 156	-65 172	0,42
Etats-Unis, Canada	417 083	300 122	116 961	1,39
Région des Caraïbes	52 960	107 538	-54 578	0,49
Antilles britanniques	12 798	31 688	-18 890	0,40
Antilles néerlandaises	1 288	2 685	-1 397	0,48
Bahamas	4 797	17 907	-13 110	0,27
Iles Caïmans	23 716	31 595	-7 879	0,75
Panama	3 558	13 537	-9 979	0,26
Autres pays	6 803	10 126	-3 323	0,67
Amérique latine	10 547	22 310	-11 763	0,47
Argentine	1 715	3 509	-1 794	0,49
Bésil	2 224	6 825	-4 601	0,33
Mexique	3 370	4 371	-1 001	0,77
Autres pays	3 238	7 605	-4 367	0,43
Moyen-Orient	12 687	44 309	-31 622	0,29
Arabie Saoudite	2 938	5 553	-2 615	0,53
Egypte	1 012	3 261	-2 249	0,31
Israël	1 730	3 667	-1 937	0,47
Autres pays	7 007	31 828	-24 821	0,22

Voir notes page suivante.



Pays	Avoirs	Engagem.	Solde	Couverture
	A	B	C = A-B	D = A/B
En millions de francs				
				Avoirs/Eng.
Afrique	5 503	9 202	-3 699	0,60
Afrique du Sud	1 921	2 313	-392	0,83
Algérie	93	216	-123	0,43
Libéria	1 741	2 203	-462	0,79
Nigéria	41	354	-313	0,12
Autres pays	1 707	4 116	-2 409	0,41
Asie, Océanie	123 908	98 525	25 383	1,26
Chine (Rép. Populaire)	1 021	3 738	-2 717	0,27
Corée du Sud	6 129	2 355	3 774	2,60
Hongkong	11 155	27 941	-16 786	0,40
Inde	1 443	1 951	-508	0,74
Japon	79 321	27 133	52 188	2,92
Singapour	13 827	14 897	-1 070	0,93
Autres pays	11 012	20 510	-9 498	0,54
Australie, Nouvelle Zélande	10 959	5 646	5 313	1,94
Autres pays	3	5	-2	0,60
Total⁵	1 280 491	1 184 734	95 757	1,08

Source des tableaux 2.3.B.1 et 2.3.B.2: Banque nationale suisse, *Les banques suisses*, édition 2001, publié en 2002. Tableaux V et VI (p. 38 et 39), tableau 32.0 pp. A 124 à A 135, tableau 38.0 (pp. A 153 à A 158). Internet <www.snb.ch/f/index3.html> (les banques suisses).

Remarques: La Banque nationale suisse publie une statistique des avoirs et des engagements à l'étranger des banques établies en Suisse. Elle distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan, voir tableau 2.3.B.1) des transactions réalisées pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires, tableau 2.3.B.2). La statistique montre que les avoirs des banques suisses dans les pays en développement sont inférieurs à leurs engagements envers ces pays. En 2001, le taux de couverture a atteint 50%.

Notes des tableaux 2.3.B.1 et 2.3.B.2

¹ Selon les comptes communiqués par 122 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas ceux des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique.

² Une partie seulement des opérations bancaires avec l'étranger se reflète dans les bilans: les transactions que les banques effectuent pour leur propre compte. Par contre, les services que les banques rendent à la clientèle, comme la gestion de fortune, les opérations en bourse, les émissions, les opérations fiduciaires, le commerce des devises, l'ouverture d'accréditifs, les cautionnements, etc., n'apparaissent pas dans les bilans.

³ Y compris les pays PECO/CEI et le Japon; sans la Turquie.

⁴ Soit les régions: Afrique, Amérique latine, Asie (sans le Japon), Caraïbes, Moyen-Orient, ainsi que la Turquie et la rubrique Autres pays.

⁵ Sans les métaux précieux.

2.3. Aperçu des relations financières avec le monde

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse¹

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire²

Situation au 31 décembre 2001

Pays	Avoirs	Engagem.	Solde	Couverture
	A	B	C = A-B	D = A/B
En millions de francs				
				Avoirs/Eng.
Pays industrialisés à économie de marché³	364 211	142 633	221 578	2,55
Pays en développement⁴	16 620	177 040	-160 420	0,09
Moyen-Orient (sans Egypte)	701	43 288	-42 587	0,02
Région des Caraïbes	12 135	78 764	-66 629	0,15
Ensemble des autres pays	3 784	54 988	-51 204	0,07
Détail Pays :				
Union Européenne	305 135	92 188	212 947	3,31
Royaume-Uni	63 932	18 663	45 269	3,43
Italie	768	17 596	-16 828	0,04
France	44 781	13 222	31 559	3,39
Allemagne	15 314	10 290	5 024	1,49
Belgique	40 858	8 594	32 264	4,75
Espagne	2 010	6 987	-4 977	0,29
Grèce	12	5 475	-5 463	0,00
Pays-Bas	56 856	4 540	52 316	12,52
Luxembourg	75 658	2 123	73 535	35,64
Irlande	3 530	470	3 060	7,51
Autres pays	1 416	4 228	-2 812	0,33
Reste de l'Europe	55 990	43 794	12 196	1,28
Jersey	20 459	16 006	4 453	1,28
Ile de Man	0	6 169	-6 169	0,00
Turquie	693	5 933	-5 240	0,12
Fédération de Russie	63	4 037	-3 974	0,02
Gibraltar	0	3 115	-3 115	0,00
Guernesey	28 335	2 472	25 863	11,46
Monaco	991	2 436	-1 445	0,41
Autres pays	5 449	3 626	1 823	1,50
Etats-Unis, Canada	3 210	9 683	-6 473	0,33
Région des Caraïbes	12 135	78 764	-66 629	0,15
Antilles britanniques	890	37 177	-36 287	0,02
Panama	117	18 271	-18 154	0,01
Bahamas	3 833	7 874	-4 041	0,49
Iles Caïmans	7 098	7 599	-501	0,93
Antilles néerlandaises	174	2 566	-2 392	0,07
Bermudes	0	1 858	-1 858	0,00
Autres pays	23	3 419	-3 396	0,01

Voir notes page précédente.

→

Pays	Avoirs	Engagem.	Solde	Couverture
	A	B	C = A-B	D = A/B
En millions de francs				
				Avoirs/Eng.
Amérique latine	374	21 722	-21 348	0,02
Brésil	127	6515	-6 388	0,02
Argentine	46	4353	-4 307	0,01
Mexique	24	3637	-3 613	0,01
Venezuela	0	3217	-3 217	0,00
Belize	0	996	-996	0,00
Chili	41	515	-474	0,08
Colombie	0	484	-484	0,00
Pérou	0	363	-363	0,00
Autres pays	136	1 642	-1 506	0,08
Moyen-Orient	701	45 683	-44 982	0,02
Arabie Saoudite	0	13 230	-13 230	0,00
Emirats arabes Unis	0	9 897	-9 897	0,00
Israël	234	4 586	-4 352	0,05
Liban	341	4 338	-3 997	0,08
Egypte	0	2 395	-2 395	0,00
Jordanie	0	2 154	-2 154	0,00
Koweït	0	1 603	-1 603	0,00
Bahreïn	0	917	-917	0,00
Iran	0	832	-832	0,00
Autres pays	126	5 731	-5 605	0,02
Afrique	649	9 888	-9 239	0,07
Libéria	0	2 924	-2 924	0,00
Maroc	0	1 017	-1 017	0,00
Afrique du Sud	27	899	-872	0,03
Nigéria	0	878	-878	0,00
Kenya	0	817	-817	0,00
Angola	0	569	-569	0,00
Tunisie	0	297	-297	0,00
Côte d'Ivoire	0	277	-277	0,00
Autres pays	622	2 210	-1 588	0,28
Asie, Océanie	2 522	19 219	-16 697	0,13
Hongkong	974	6 799	-5 825	0,14
Taïwan	0	1 953	-1 953	0,00
Singapour	1 006	1 532	-526	0,66
Pakistan	0	1 472	-1 472	0,00
Inde	0	1 313	-1 313	0,00
Japon	491	1 227	-736	0,40
Thaïlande	0	846	-846	0,00
Indonésie	0	837	-837	0,00
Malaisie	0	661	-661	0,00
Philippines	0	635	-635	0,00
Kazakhstan	0	540	-540	0,00
Taiwan	0	233	-233	0,00
Autres pays	51	1 171	-1 120	0,04
Australie, Nouvelle Zélande	78	1 674	-1 596	0,05
Total⁵	380 831	319 673	61 158	1,19

2.4. Investissements directs suisses à l'étranger, en millions de francs

A. Répartition géographique des flux et stocks d'investissements par année

Pays	Flux d'investissements			Stock d'investissements		
	2000 ^r	2001 ^p	Variat. absolue 01/00	2000 ^r	2001 ^p	Variation 01/00 en %
Pays industrialisés à économie de marché	63 913	22 604	-41 309	301 780	319 809	5,6
Pays en développement	11 776	6 746	-5 030	79 081	94 768	16,6
dont Asie	1 089	1 027	-62	25 633	28 030	8,6
Amér. centrale et du Sud	10 410	5 643	-4 767	48 877	62 603	21,9
<i>dont centres financiers offshore</i>	<i>127</i>	<i>176</i>	<i>49</i>	<i>1 116</i>	<i>1 163</i>	<i>4,0</i>
Afrique	277	76	-201	4 571	4 135	-10,5
<i>Détail Pays :</i>						
Union Européenne	28 917	10 077	-18 840	186 345	196 041	4,9
Allemagne	-1 113	5 334	6 447	22 854	26 126	12,5
Belgique	4 429	-563	-4 992	11 364	10 630	-6,9
Espagne	97	1 380	1 283	4 818	5 811	17,1
France	-1 055	-1 706	-651	18 308	16 915	-8,2
Irlande	1 303	-4 713	-6 016	12 329	10 255	-20,2
Italie	-222	1 910	2 132	7 911	8 387	5,7
Luxembourg	3 440	7 824	4 384	16 646	24 447	31,9
Pays-Bas	3 227	-630	-3 857	20 165	17 580	-14,7
Royaume-Uni ¹	16 338	462	-15 876	58 759	58 986	0,4
Autres pays	2 473	777	-1 696	13 191	16 906	22,0
Reste de l'Europe	458	1 995	1 537	12 560	15 173	48,1
dont Croatie	16	21	5	217	241	10,0
Fédération de Russie	-7	696	703	733	1 597	54,1
Hongrie	77	170	93	999	1 216	17,8
Pologne	586	201	-385	2 167	2 332	7,1
République tchèque	183	275	92	1 779	1 937	8,2
Slovaquie	13	9	-4	147	166	11,4
Turquie	-242	-153	89	1 050	1 069	1,8
Etats-Unis, Canada	34 232	9 963	-24 269	95 975	101 467	5,4
Autres pays industrialisés non européens	66	417	351	7 949	8 197	3,0
Australie, N ^{ouvelle} -Zélande	-270	-49	221	3 247	3 599	9,8
Japon	336	466	130	4 702	4 598	-2,3
Asie	1 089	1 027	-62	25 633	28 030	8,6
dont Arabie Saoudite	-83	-1	82	326	305	-6,9
Chine (Rép. pop.)	212	207	-5	1 583	2 084	24,0
Corée (Sud)	184	86	-98	1 050	831	-26,4
Emirats arabes unis	85	55	-30	213	327	34,9

→

^r chiffres révisés.

^p chiffres provisoires.

¹ Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Pays	Flux d'investissements			Stock d'investissements		
	2000	2001 ^r	Variat. absolue 01/00	2000	2001 ^r	Variation 01/00 en %
Asie (suite)						
Hong Kong	-63	277	340	2683	2989	10,2
Inde	-43	139	182	408	560	27,1
Indonésie	-22	156	178	511	627	18,5
Liban	-143	-12	131	104	105	1,0
Malaisie	-25	72	97	1432	1402	-2,1
Pakistan	59	38	-21	211	231	8,7
Philippines	313	96	-217	1677	1996	16,0
Singapour	222	-387	-609	12298	12941	5,0
Taïwan	160	34	-126	852	901	5,4
Thaïlande	46	215	169	832	1318	36,9
Vietnam	-33	-19	14	112	159	29,6
Amérique centrale et du Sud	10 410	5 643	-4 767	48 877	62 603	21,9
dont Argentine	48	471	423	1 782	1 670	-6,7
Bésil	246	-800	-1 046	5 707	5 668	-0,7
Centres financiers offshore ²	8 998	4 788	-4 210	31 549	43 703	27,8
Chili	-27	-163	-136	790	831	4,9
Colombie	-109	-70	39	1 092	1 151	5,1
Costa Rica	-17	13	30	130	158	17,7
Equateur	23	55	32	441	443	0,5
Guatemala	-97	-8	89	88	80	-10,0
Mexique	910	941	31	4 377	4 928	11,2
Pérou	57	36	-21	310	296	-4,7
Uruguay	299	90	-209	421	414	-1,7
Venezuela	127	176	49	1 116	1 163	4,0
Afrique	277	76	-201	4 571	4 135	-10,5
dont Afrique du Sud	18	59	41	1 318	1 007	-30,9
Côte d'Ivoire	-47	-20	27	113	117	3,4
Egypte	11	41	30	605	587	-3,1
Maroc	-30	0	30	294	256	-14,8
Nigéria	4	17	13	15	31	51,6
Total Monde	75 447	29 197	-46 250	381 911	415 646	8,1

Source : Banque nationale suisse, bulletin trimestriel n° 4, décembre 2002.

<www.snb.ch/fr/index3.html> (bulletin trimestriel).

² Centre financiers offshore: Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, St Kitts et Nevis.

2.4. Personnel dans les entreprises suisses à l'étranger

B. Effectif du personnel en fin d'année

Pays	Nombre d'employés		
	2000	2001	Variation 01/00 en %
Pays industriels à économie de marché	1 309 949	1 256 965	-4,2
Pays en développement	443 249	452 058	1,9
dont Asie	217 606	222 591	2,2
Amérique centrale et du Sud	162 203	165 498	2,0
dont centres financiers offshore	7 782	8 869	12,3
Afrique	63 440	63 969	0,8
<i>Détail Pays :</i>			
Union Européenne	811 030	761 913	-6,4
Allemagne	254 010	212 905	-19,3
Belgique	30 431	22 798	-33,5
Espagne	56 676	58 710	3,5
France	133 144	135 494	1,7
Irlande	4 807	6 075	20,9
Italie	62 650	63 707	1,7
Luxembourg	2 529	2 379	-6,3
Pays-Bas	30 594	27 855	-9,8
Royaume-Uni ¹	126 577	119 443	-6,0
Autres pays	109 614	112 549	2,6
Reste de l'Europe	108 675	111 318	2,2
dont Croatie	2 870	3 237	11,3
Fédération de Russie	10 889	12 062	9,7
Hongrie	11 483	11 737	2,2
Pologne	22 875	19 908	-14,9
République tchèque	18 023	18 899	4,6
Slovaquie	3 653	3 393	-7,7
Turquie	9 824	9 658	-1,7
Etats-Unis, Canada	341 894	334 808	-2,1
Autres pays industrialisés non européens	58 176	58 585	0,7
Australie, Nouvelle-Zélande	30 064	29 271	-2,7
Japon	28 112	29 314	4,1

→

¹ Y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

Pays	Nombre d'employés		
	2000	2001	Variation 01/00 en %
Asie	217 606	222 591	2,2
dont Arabie Saoudite	2 658	3 865	31,2
Chine (Rép. pop.)	40 291	40 424	0,3
Corée (Sud)	5 394	5 327	-1,3
Emirats arabes unis	1 123	1 301	13,7
Hong Kong	15 276	15 236	-0,3
Inde	20 146	20 164	0,1
Indonésie	11 375	10 834	-5,0
Liban	716	649	-10,3
Malaisie	18 974	18 648	-1,7
Pakistan	4 853	5 222	7,1
Philippines	12 579	12 955	2,9
Singapour	20 348	19 263	-5,6
Taiïwan	9 968	10 520	5,2
Thaïlande	34 270	36 873	7,1
Vietnam	5 189	5 678	8,6
Amérique centrale et du Sud	162 203	165 498	2,0
dont Argentine	13 358	12 372	-8,0
Brésil	72 939	73 874	1,3
Centres financiers offshore ²	5 507	7 307	24,6
Chili	9 588	9 366	-2,4
Colombie	8 440	9 129	7,5
Costa Rica	2 313	2 361	2,0
Equateur	3 316	3 842	13,7
Guatemala	1 627	1 438	-13,1
Mexique	27 538	26 342	-4,5
Pérou	3 676	4 118	10,7
Uruguay	934	924	-1,1
Venezuela	7 782	8 869	12,3
Afrique	63 440	63 969	0,8
dont Afrique du Sud	19 695	21 019	6,3
Côte d'Ivoire	2 906	2 424	-19,9
Egypte	8 450	8 242	-2,5
Maroc	3 467	3 636	4,6
Nigéria	6 763	4 135	-63,6
Total Monde	1 763 022	1 718 681	-2,6

Source : Banque nationale suisse, bulletin trimestriel n° 4, décembre 2002.
<www.snb.ch/f/index3.html> (bulletin trimestriel).

² Centre financiers offshore : Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, St Kitts et Nevis.

Remarques pour les tableaux 2.4.A et 2.4.B

Définition de base :

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise (en créant une filiale ou succursale à l'étranger ou en participant à 10% au moins au capital d'une entreprise à l'étranger).

Méthode de recueil des données :

La Banque nationale suisse recueille chaque année les données sur les investissements directs suisses à l'étranger. L'enquête est obligatoire pour toutes les entreprises ayant des capitaux d'investissement direct de plus de 10 millions de francs.

Les entreprises fournissent des informations :

- ❑ sur les flux financiers portant sur des participations aux fonds propres (créations de filiales, acquisitions, ventes, augmentations de capital). Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse. (tableau 2.4.A partie gauche).
- ❑ sur le volume du capital investi au 31 décembre (participations aux fonds propres et crédits au sein du groupe). (tableau 2.4.A. partie droite). Le volume (stock) d'investissement à l'étranger à la fin d'une année ne correspond pas forcément au stock de l'année précédente additionné au flux de l'année, car les variations du volume peuvent aussi provenir de facteurs n'apparaissant pas dans les flux de capitaux (acquisitions à l'étranger financées par le bénéfice réinvesti de filiales à l'étranger, évolution des cours du change, modifications dans les méthodes comptables, etc.).
- ❑ sur l'effectif de leur personnel dans les filiales et succursales à l'étranger (tableau 2.4.B).

Répartition des investissements par pays :

Le pays mentionné dans les tableaux est dans la mesure du possible le pays bénéficiaire final des investissements directs étrangers de la Suisse. Ce principe ne peut toutefois pas toujours être appliqué (dans le cas par exemple des pays des Caraïbes, plaques tournantes de mouvements internationaux de capitaux, ou dans le cas des paradis fiscaux).

La classification des pays diffère de celle des tableaux précédents. Les totaux « pays en développement » des tableaux 2.4 comprennent les pays en développement avancés qui ne devraient, pour le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, plus être compris dans cette liste des pays en développement. Les pays en développement européens (Turquie et Etats de l'ex-Yougoslavie) sont dans les tableaux 2.4 compris dans la liste des pays industrialisés.

Voir aussi les tableaux 4.1. et 4.2. pour les investissements classés selon le CAD (liste des pays en développement et en transition à la fin de cet *Annuaire*).

Le total des flux d'investissement direct s'est élevé à 61,2 milliards de francs en l'an 2000. Selon les tableaux de la partie 4, seuls 1,9 milliard de francs a été investi dans les pays en développement. 9,8 milliards ont été investis dans les pays en développement plus avancés et 0,9 milliard dans les pays d'Europe centrale et orientale/Nouveaux Etats indépendants.

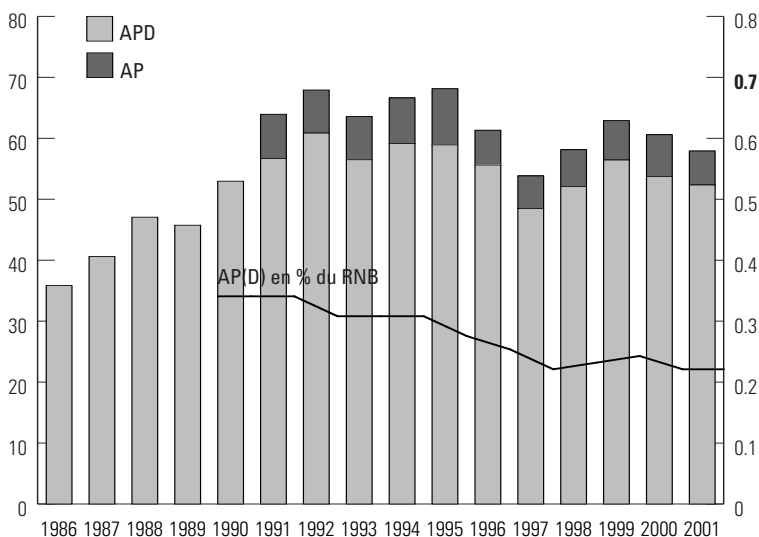
3. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

COMMENTAIRE

Evolution de l'aide publique suisse et comparaison avec l'ensemble des pays du CAD (graphiques 7 à 10)

Le Comité d'aide au développement (CAD) publie des données statistiques sur les ressources financières destinées aux pays en développement. Le CAD distingue l'aide destinée aux pays en développement (comptabilisé dans l'agrégat statistique APD, aide publique au développement) et l'aide publique destinée aux pays en transition (pays en développement dits «avancés» et pays en transition, soit une partie des pays de l'ancien bloc de l'Est). La liste complète des deux catégories de pays figure à la fin de cet *Annuaire*.

Graphique 7: Evolution de l'aide publique des pays du CAD (1986-2001) en milliards de dollars courants (axe de gauche) et en % du RNB (axe de droite)



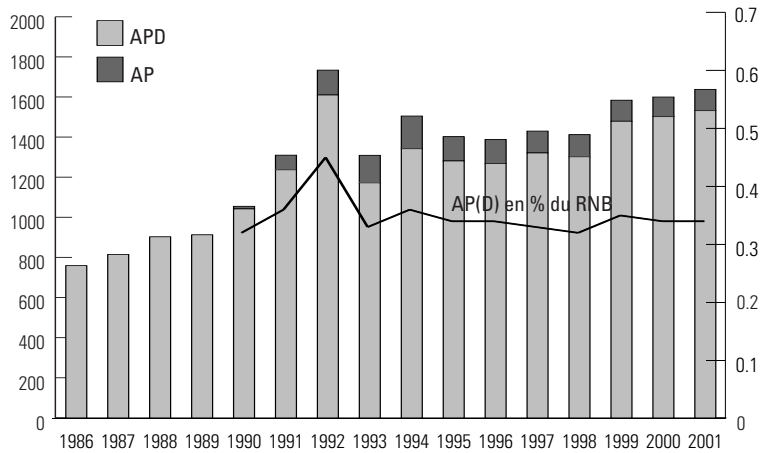
Sources : OCDE, rapports du CAD, *Coopération pour le développement*.

L'aide publique au développement des pays du CAD a baissé de 7,3 % de 1999 à 2001. Elle est passée de 0,33 % du RNB (revenu national brut) à 0,22 % du RNB de 1992 à 2001. Cette aide s'éloigne donc de plus en plus de l'objectif fixé par les Nations unies (0,7 % du RNB). La Suisse n'a jamais souscrit à cet objectif, mais a déclaré en 1992 (Conférence de Rio) et rappelé ces dernières années qu'elle souhaitait atteindre une aide de 0,4 % du RNB.

Pour la Suisse (graphique 8), il faut rappeler que l'APD a été exceptionnellement importante en 1992, année de l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods. Sans tenir compte de cette année-là, on peut constater que l'APD a augmenté de 1986 à 1995 et baisse depuis 1995. L'APD de la Suisse en pourcentage du RNB stagne depuis 1994.

L'aide aux pays en transition (ancien bloc de l'Est; aide publique – AP) reste relativement modeste. Il faut toutefois préciser que l'aide aux Etats de l'ex-Yougoslavie, très importante depuis le début des années 90, n'est pas comprise dans l'agrégat statistique d'aide publique aux pays en transition, mais dans l'APD, puisque ces Etats ont été inclus dans le groupe des pays en développement. Dans la partie 4, on voit l'importance de l'aide aux Etats de l'ex-Yougoslavie.

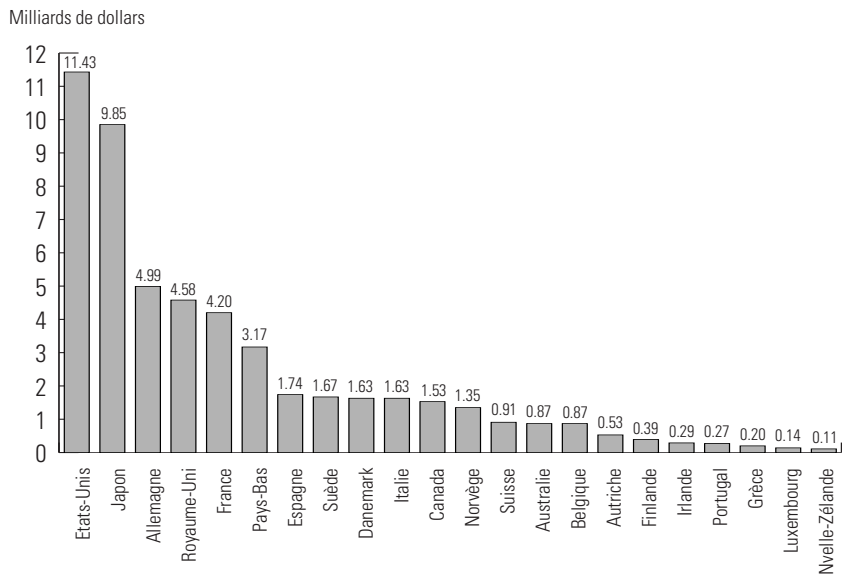
Graphique 8 : Evolution de l'aide publique de la Suisse, 1986-2001
en millions de francs courants (axe de gauche) et en % du RNB (axe de droite)



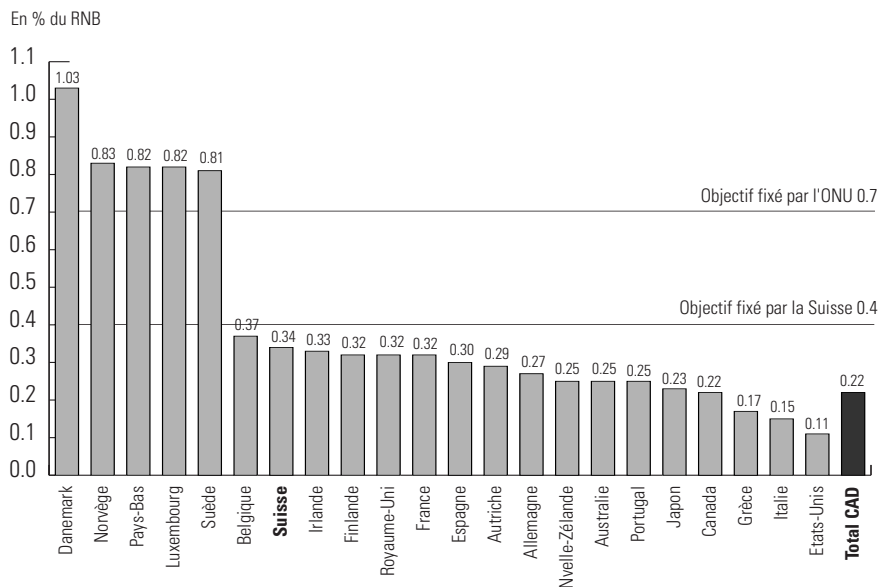
Sources : OCDE, rapports du CAD, *Coopération pour le développement*.

Les graphiques 9 et 10 de la page suivante montrent qu'en 2001, seuls cinq pays du CAD dépassent l'objectif des 0,7% du revenu national brut fixé par les Nations unies : le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suède. La moyenne pondérée des pays du CAD se situait à 0,22% du RNB en 2001.

Graphique 9 : APD nette des pays membres du CAD en 2001 (mia. de dollars)



Graphique 10 : APD nette des pays membres du CAD en 2001 (en % du RNB)



Sources : OCDE, rapports du CAD, *Coopération pour le développement*.

Répartition géographique de l'aide bilatérale

(tableaux 3.4 et 4.2)

La répartition des versements d'aide bilatérale de la Suisse par continent est assez semblable à celle des versements effectués par l'ensemble des pays membres du CAD. Les différences entre pays donateurs sont plus importantes lorsque l'on examine les principaux pays bénéficiaires de l'aide. Les grandes puissances soutiennent surtout les régions et pays d'importance stratégique ou des marchés en pleine expansion. La Suisse accorde une priorité aux pays les plus défavorisés.

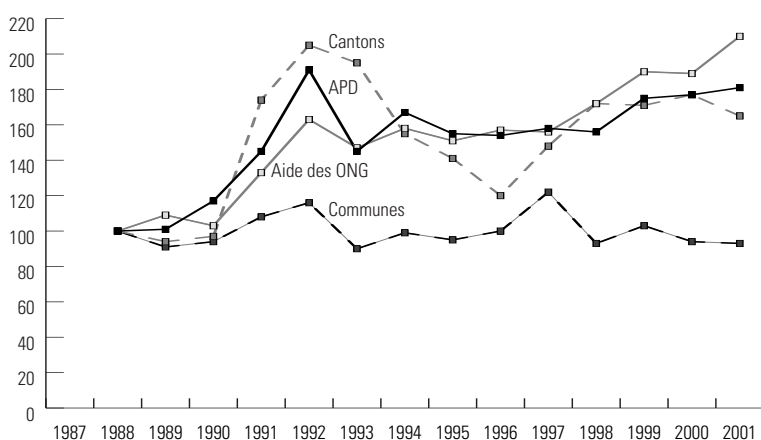
Les Nations unies recommandent aux pays donateurs de verser une aide aux PMA (pays les moins avancés) représentant au moins 0,15 % de leur RNB. En 2001, l'aide de la Suisse destinée aux PMA a représenté 0,10 % du RNB, alors que la moyenne pour tous les pays du CAD se situe à 0,06 % du RNB.

Voir aussi la partie 4 pour la répartition géographique de l'aide selon les régions et continents.

Evolution comparée des différentes composantes de l'aide (graphique 11)

Si l'on part d'un index 100 en 1988, le graphique 11 permet de constater que l'aide des communes suisses a stagné, voire baissé de 1988 à 2001. L'aide des cantons suisses a été beaucoup plus volatile, ce qui est dû en grande partie aux variations très fortes de l'aide de certains cantons. Dans l'ensemble, l'aide des cantons et communes suisses a subi les conséquences directes des réductions budgétaires. L'augmentation de l'aide des ONG financée par les collectes de fonds des organisations a été légèrement plus forte que l'augmentation de l'ensemble de l'APD (de la Confédération, des cantons et des communes).

Graphique 11 : Evolution de l'AP(D) et de l'aide des ONG 1988-2001
(index 1988: 100)

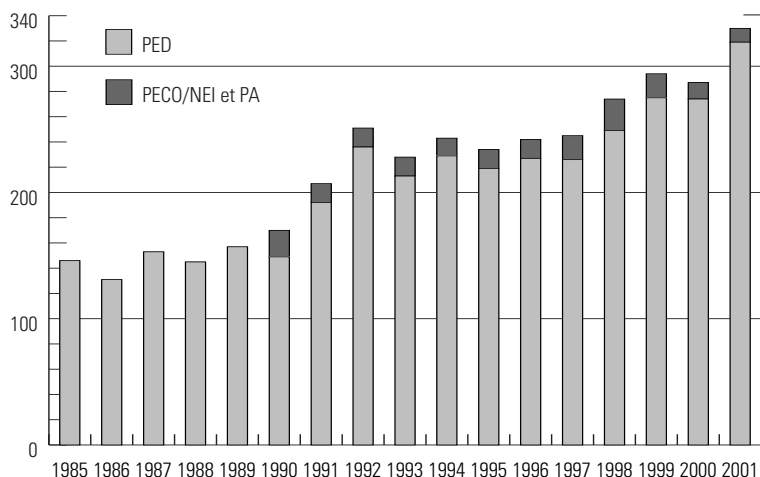


Sources: Swissaid, *Aide suisse aux pays en développement*, 1988-1990, Berne; iuéd/DDC, *Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale*, publications de 1991 à 2000, Genève; DDC, service statistique.

Aide des ONG

Comme le montre le graphique 12, l'aide des ONG financée par leurs fonds propres est en nette augmentation depuis 1985. Ce graphique ne comporte que les montants d'aide financés par les fonds propres des organisations, et non les projets de coopération gérés par les ONG, mais financés grâce à des contributions de cantons, de communes ou de la DDC. Les données ci-dessous correspondent aux montants versés dans des pays en développement ou des pays en transition pour financer des projets de coopération ou des actions humanitaires. Elles ne correspondent donc pas non plus au montant des collectes des œuvres d'entraide auprès du public suisse, car une partie des collectes sert à financer les frais d'administration des ONG ainsi que leurs frais de marketing et ceux liés aux campagnes de récolte de fonds.

Graphique 12: Evolution de l'aide des ONG en Suisse, 1985-2001
(en millions de francs courants)



Sources : Swissaid, *Aide suisse aux pays en développement*, 1988-1990, Berne ; iuéd/DDC, *Aide suisse aux pays en développement et aux pays de l'Europe orientale*, publications de 1991 à 2000, Genève ; DDC, service statistique.

3.1. Vue d'ensemble de l'aide publique et privée versée par la Suisse

Versements nets de la Suisse

A. Aide publique au développement APD pour les pays en développement (partie I de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de francs			En % du total		
Aide bilatérale	1101	1060	1086	74	70	71
Dons	1094	1026	1085	74	68	71
Prêts	8	34	2	1	2	0
Aide multilatérale	379	444	444	26	30	29
Total	1480	1504	1530	100	100	100

B. Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés (partie II de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de francs			En % du total		
Aide bilatérale	95	98	93	91	100	89
Dons	93	96	89	90	98	85
Prêts	2	2	3	1	2	3
Aide multilatérale	9	0	12	9	0	11
Total	104	98	105	100	100	100

C. Dons des organismes privés bénévoles, en millions de francs

Types de contributions	1999	2000	2001
Dons destinés aux pays en développement	275	274	304
Dons destinés aux pays de la partie II de la liste du CAD	19	14	12

Source: <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 13e, 38e, 39e.

¹ Voir la liste de classification des pays par le CAD (parties I et II) p. 319.

Définition du CAD pour les tableaux 3.1. et 3.2.

- ❑ **Aide publique au développement APD.** Prêts ou dons accordés aux pays figurant dans la partie I de la liste du CAD (pays en développement). Voir liste à la fin de cet *Annuaire*.

L'APD est versée par le secteur public dans le but de faciliter le développement économique et d'améliorer les conditions de vie, à des conditions financières libérales (dans le cas des prêts, l'élément de libéralité doit être d'au moins 25 %).

- ❑ **Aide publique.** Apports qui répondraient aux critères d'inclusion dans l'APD, mais dont les bénéficiaires figurent dans la partie II de la liste du CAD (pays en transition, soit les pays d'Europe centrale et orientale et les pays en développement plus avancés).
- ❑ **Aide bilatérale.** Versements directs d'un pays donneur à un pays bénéficiaire de l'aide. Les versements à des organismes multilatéraux pour des projets spécifiques choisis par le pays donneur sont compris dans l'aide bilatérale. En Suisse les contributions au CICR sont aussi comptabilisées dans l'aide bilatérale.
- ❑ **Aide multilatérale.** Versements d'un pays donneur acheminés par l'intermédiaire d'une organisation internationale ayant des activités dans le domaine du développement. La contribution est qualifiée de multilatérale dès lors qu'elle se fonde avec les contributions des autres pays membres de l'organisme et que celui-ci décide seul de l'affectation de ces ressources.

Source : OCDE, Coopération pour le développement, Rapport 2000.

3.2. Vue d'ensemble de l'aide publique et privée versée par les pays du CAD

Versements nets des pays membres du CAD

A. Aide publique au développement APD Pour les pays en développement (partie I de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de dollars			En % du total		
Aide bilatérale	37 878	36 049	35 022	67	67	67
Dons	33 922	33 028	33 409	60	61	64
Prêts	3 956	3 021	1 613	7	6	3
Aide multilatérale	18 551	17 685	17 314	33	33	33
Total	56 429	53 734	52 336	100	100	100

B. Aide publique aux pays d'Europe centrale et orientale et pays en développement plus avancés (partie II de la liste du CAD)¹

Types de contributions	1999	2000	2001	1998	2000	2001
	En millions de dollars			En % du total		
Aide bilatérale	4 852	4 880	3 632	75	71	65
Dons	4 763	4 944	3 967	74	72	71
Prêts	89	-64	-335	1	-1	-6
Aide multilatérale	1 616	1 972	1 942	25	29	35
Total	6 468	6 852	5 574	100	100	100

C. Dons des organismes privés bénévoles, en millions de dollars

Types de contributions	1999	2000	2001
Dons destinés aux pays en développement	6 715	6 935	7 289
Dons destinés aux pays de la partie II de la liste du CAD	2 232	2 524	3 151

Source: <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableaux 13e, 38e, 39e.

¹ Voir la liste de classification des pays par le CAD (parties I et II) p. 319.

3.3. Aide publique et privée en Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs

	2000			2001		
	Bilat.	Multilat.	Total	Bilat.	Multilat.	Total
Aide aux PVD	1 329 397	445 286	1 774 683	1 407 585	443 817	1 851 402
APD	1 057 370	445 286	1 532 067	1 088 250	443 817	1 532 067
DDC	746 483	369 196	1 174 238	809 019	365 219	1 174 238
<i>Coop. au développement</i>	418 559	343 544	762 103	447 847	336 680	784 527
<i>Aide humanitaire</i>	226 828	25 652	252 480	217 709	28 539	246 248
<i>Coopération avec l'Est</i>	46 721	–	46 721	64 865	–	64 865
<i>Contrib. de programme aux ONG suisses</i>	54 265	–	54 265	54 641	–	54 641
seco	166 576	27 469	194 045	149 181	25 859	175 040
<i>Coop. au développement</i>	102 288	27 469	129 757	93 653	25 859	119 511
<i>Coopération avec l'Est</i>	64 288	–	64 288	55 529	–	55 529
ODR	79 464	–	79 464	73 709	–	73 709
DFAE	19 400	10 416	29 815	20 211	10 673	30 884
AFF	5 900	15 204	21 104	–	15 694	15 694
OFEFP	1 444	12 863	14 307	3 225	15 347	18 572
DDPS	–	–	–	250	–	250
OFSP	40	6 836	6 876	100	7 225	7 325
OFA	2 527	3 138	5 665	–	3 654	3 654
OFES	4 225	–	4 225	3 342	–	3 342
Institut suisse de météorologie	–	25	25	–	26	26
DETEC	–	54	54	–	28	28
Office vétérinaire fédéral	–	85	85	–	92	92
Frais administratifs, non ventilé	9 024	–	9 024	6 750	–	6 750
Cantons	14 159	–	14 159	13 437	–	13 437
Communes	8 128	–	8 128	9 027	–	9 027
Aide des ONG, sur fonds privés	272 027	–	272 027	319 335	–	319 335

→

ODR: Office fédéral des réfugiés

DFAE: Département fédéral des affaires étrangères

AFF: Administration fédérale des finances

OFEFP: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

DDPS: Département fédéral de la défense, de la population et des sports

OFSP: Office fédéral de la santé publique

OFA: Office fédéral de l'agriculture

OFES: Office fédéral de l'éducation et de la science

DETEC: Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

3.3. Aide publique et privée en Suisse aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs

	2000			2001		
	Bilat.	Multilat.	Total	Bilat.	Multilat.	Total
Aide aux pays en transition²	111 688	10 608	122 296	104 847	12 554	117 401
Aide publique	97 758	10 608	108 367	93 557	12 554	106 111
<i>DDC</i>	40 957	–	40 957	45 846	–	45 846
<i>Coop. au développement</i>	1 386	–	1 386	1 634	–	1 634
<i>Aide humanitaire</i>	9 607	–	9 607	9 410	–	9 410
<i>Coopération avec l'Est</i>	29 904	–	29 904	34 726	–	34 726
<i>Contrib. de programme aux ONG suisses</i>	60	–	60	75	–	75
<i>seco</i>	53 038	7 798	60 836	43 992	9 029	53 021
<i>Coop. au développement</i>	–	–	–	16	–	16
<i>Coopération avec l'Est</i>	53 038	7 798	60 836	43 976	9 029	53 005
<i>DFAE</i>	364	–	364	518	–	518
<i>OFEPF</i>	–	2 810	2 810	–	3 525	3 525
<i>OFSP</i>	–	–	–	–	–	–
<i>OFES</i>	1 469	–	1 469	1 361	–	1 361
<i>Institut suisse de météorologie</i>	–	–	–	–	–	–
<i>Cantons</i>	697	–	697	911	–	911
<i>Communes</i>	1 233	–	1 233	930	–	930
Aide des ONG sur fonds privés	12 937	–	12 937	11 290	–	11 290
Autres apports du secteur public³	12 694	–	12 694	11 825	–	11 825
<i>seco</i>	12 694	–	12 694	11 825	–	11 825
<i>Coop. au développement</i>	12 694	–	12 694	10 825	–	10 825
<i>Coop. avec l'Est</i>	–	–	–	1 000	–	1 000

Source : DDC, service statistique.

² Aide à l'Est et aux PED plus avancés.

³ Autres apports du secteur public ne remplissant pas les conditions pour faire partie de l'APD/AP.

3.4. Aide publique au développement

Les vingt premiers pays destinataires (2001)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Versements de la Suisse 2001 ^p				Versements des pays membres du Comité d'Aide au Développement 2001 ^p			
Pays	Mio Fr.	%	Σ %	Pays	Mio Fr.	%	Σ %
1. Yougoslavie, Rép. Féd.	57,7	5,3	5,3	1. Pakistan	3 269	4,0	4,0
2. Mozambique	39,4	3,6	8,8	2. Inde	2 877	3,5	7,4
3. Inde	37,2	3,4	12,2	3. Indonésie	2 532	3,1	10,5
4. Etats ex-Youg., non spéc.	35,1	3,2	15,4	4. Chine	2 463	3,0	13,5
5. Tanzanie	28,7	2,6	18,0	5. Vietnam	2 420	2,9	16,4
6. Burkina Faso	21,5	2,0	20,0	6. Yougoslavie, Rép. Féd.	2 203	2,7	19,1
7. Bosnie-Herzégovine	21,1	1,9	21,9	7. Egypte	2 117	2,6	21,6
8. Népal	20,9	1,9	23,8	8. Tanzanie	2 081	2,5	24,1
9. Bangladesh	20,7	1,9	25,7	9. Ethiopie	1 821	2,2	26,3
10. Vietnam	18,3	1,7	27,4	10. Bangladesh	1 727	2,1	28,4
11. Bolivie	18,0	1,6	29,0	11. Mozambique	1 577	1,9	30,3
12. Pérou	15,2	1,4	30,4	12. Nicaragua	1 566	1,9	32,2
13. Pakistan	15,0	1,4	31,7	13. Zones admin. palestin.	1 459	1,8	34,0
14. Afrique du Sud	13,6	1,2	33,0	14. Ouganda	1 320	1,6	35,6
15. Afghanistan	12,6	1,1	34,1	15. Bolivie	1 229	1,5	37,1
16. Niger	12,4	1,1	35,3	16. Honduras	1 143	1,4	38,5
17. Tchad	12,0	1,1	36,4	17. Ghana	1 100	1,3	39,8
18. Tadjikistan	11,8	1,1	37,4	18. Bosnie-Herzégovine	1 078	1,3	41,1
19. Equateur	11,7	1,1	38,5	19. Philippines	973	1,2	42,3
20. Zones admin. palestin.	10,7	1,0	39,5	20. Maroc	871	1,1	43,3
Autres pays	256,6	23,3	62,8	Autres pays	37 045	42,5	83,6
Non spécifié ¹	408,8	37,2	100,0	Non spécifié ¹	14 307	16,4	100,0
Total²	1 099,1	100,0		Total³	87 180	100,0	

Sources : pour la Suisse: DDC, service statistique.

Pour le CAD: <www.oecd.org/dac>, partie statistique, tableau 25e.

Remarque: la répartition par pays montre que les grandes puissances soutiennent surtout les régions d'importance stratégique, des pays dont les marchés sont en pleine expansion ou les anciennes colonies. La Suisse accorde la priorité aux pays traversant une crise humanitaire ou les plus défavorisés.

^p chiffres provisoires.

¹ La destination de ces versements n'est pas spécifiée car ils concernent plusieurs pays simultanément.

² Total aide bilatérale.

³ Total aide bilatérale des pays membres du CAD, des organismes multilatéraux et des pays arabes. C'est pourquoi ce total diffère de celui indiqué dans le tableau 3.1.A.

3.5. Contributions multilatérales d'aide publique au développement et d'aide publique, par organisation, en milliers de francs

Organisation	2000	2001
Aide publique au développement multilatérale	445 286	443 817
Organisations spécialisées des Nations Unies	134 225	139 917
PNUD, Programme des Nations unies pour le développement	52 000	52 000
UNICEF, Fonds des Nations unies pour l'enfance	17 000	17 000
HCR, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés	13 000	13 000
FNUAP, Fonds des Nations unies pour la population	11 500	12 000
UNRWA, Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient	9 421	11 100
PNUE, Programme des Nations unies pour l'environnement	4 468	4 897
ONUSIDA, Programme commun des Nations unies sur le VIH/SIDA	2 200	4 000
OMS, Programmes spéciaux	4 954	3 619
OCHA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires	298	1 902
ONUDI, Organisation des Nations unies pour le développement industriel	1 793	1 793
PAM, Programme alimentaire mondial	1 500	1 499
OIM Organisation monadiale des migrations	1 041	1 038
PNUCID, Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues	847	847
UNIFEM, Fonds de développement des Nations unies pour la femme	800	800
UNV, Volontaires des Nations unies	500	600
CLD, Convention sur la lutte contre la désertification	325	518
IRNUDS, Institut de recherche des Nations unies pour le développement social	96	96
UNITAR, Institut des Nations unies pour la formation et la recherche	95	95
CCNU, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	120	-
Contributions générales à des organisations des Nations unies comptabilisables en partie	12 267	13 112
Institutions financières de développement et leurs fonds spéciaux	290 466	267 448
IDA, Association internationale de développement	140 000	140 000
FAfD, Fonds africain de Développement	92 067	46 034
PPTE Fonds de l'IDA en faveur des pays pauvres très endettés	25 000	23 462
FIDA, Fonds international de développement agricole	151	17 718
FAsD, Fonds asiatique de développement	10 631	13 926
FRPC, Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du FMI	8 204	8 515
FMI, Fonds fiduciaire du Fonds monétaire international	7 000	7 179
BM Banque mondiale	3 285	3 423
AMGI, Agence multilatérale de garantie des investissements	-	3 102
BAfD, Banque africaine de développement (capital ordinaire)	1 964	1 918
BID, Banque interaméricaine de développement	1 427	1 570
BAsD, Banque asiatique de développement	737	601

→

Organisation	2000	2001
Autres institutions multilatérales	20594	36452
GCRAI, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	3019	11021
FEM Fonds pour l'environnement mondial	8432	10575
GFATM Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme	–	4950
AIF Agence intergouvernementale de la francophonie	–	4325
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3124	3148
UICN Union mondiale pour la nature	1190	1198
ICDDR Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques	–	850
CABI, Centre for Agriculture and Bioscience International	51	118
CITES, Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction	75	81
CCIC, Comité consultatif international du coton	21	25
ACCT, Agence de coopération culturelle et technique	4233	–
WCD Commission mondiale des barrages	450	–
Autres institutions	–	162
Aide publique multilatérale (Aide à l'Est et aux PED plus avancés)	10608	12554
BERD, Banque européenne pour la reconstruction et le développement	7798	9029
FEM, Fonds pour l'environnement mondial	2811	3525

Sources : DDC, service statistique.

3.6. Contributions cantonales destinées aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs

A. Aide aux pays en développement (comprise dans l'APD)

Cantons	2000	2001	Fr./hab.	Capacité financière
APD (tot. ou moy.)	14 159,0	13 437,0	2,0	100
Genève	3 428,0	3 405,0	8,5	130
Appenzell Rh.-Ext.	100,0	124,0	8,3	59
Bâle-Ville	1 337,0	1 331,0	7,0	158
Jura	230,0	320,0	4,6	31
Bâle-Campagne	1 086,0	1 062,0	4,1	120
Zoug	1 920,0	242,0	2,5	218
Zurich	2 802,0	2 900,0	2,4	157
Neuchâtel	315,0	335,0	2,0	58
Glaris	48,0	75,0	1,9	78
Nidwald	25,5	48,0	1,3	124
Vaud	520,0	764,0	1,3	95
Argovie	600,0	670,0	1,2	100
Saint-Gall	560,0	540,0	1,2	82
Schaffouse	43,0	71,0	1,0	106
Schwyz	241,5	118,0	0,9	96
Valais	73,5	213,0	0,8	30
Berne	150,0	695,0	0,7	66
Uri	20,0	26,0	0,7	67
Tessin	250,0	218,0	0,7	78
Obwald	18,8	21,0	0,7	40
Thurgovie	100,0	95,0	0,4	87
Grisons	42,0	50,0	0,3	75
Lucerne	150,0	65,0	0,2	72
Soleure	85,0	40,0	0,2	87
Fribourg	12,0	8,0	0,0	52
Appenzell Rh.-Int.	2,0	0,0	0,0	60

3.6. Contributions cantonales destinées aux pays en développement et aux pays en transition, en milliers de francs (fin)

B. Aide aux pays en transition, aide à l'Est et aux PED plus avancés

Cantons	2000	2001	Fr./hab.	Capacité financière
Aide aux pays en transition	696,7	911,0	0,13	100
Zoug	6,5	290,0	3,0	218
Appenzell Rh.-Ext.	-	20,0	1,3	59
Bâle-Ville	241,0	219,0	1,1	158
Jura	25,0	50,0	0,7	31
Bâle-Campagne	24,2	77,0	0,3	120
Soleure	10,0	48,0	0,2	87
Tessin	-	32,0	0,1	78
Zurich	220,0	100,0	0,1	157
Saint-Gall	20,0	20,0	0,0	82
Berne	-	35,0	0,0	66
Grisons	46,5	6,0	0,0	75
Schaffouse	-	2,0	0,0	106
Nidwald	-	1,0	0,0	124
Argovie	-	10,0	0,0	100
Appenzell Rh.-Int.	-	1,0	0,0	60
Fribourg	-	-	-	52
Genève	-	-	-	130
Glaris	-	-	-	78
Lucerne	-	-	-	72
Neuchâtel	-	-	-	58
Obwald	0,5	-	-	40
Schwyz	-	-	-	96
Thurgovie	-	-	-	87
Uri	3,0	-	-	67
Valais	100,0	-	-	30
Vaud	-	-	-	95

Source: DDC, service statistique.

Capacité financière: Ordonnance fixant la capacité financière des cantons pour les années 2000 et 2001, du 17 novembre 1999, RO 28.12.1999, n° 51, pp. 3545-3548.

Population: OFS, 1998, Neuchâtel.

3.7. Contributions communales destinées aux pays en développement et aux pays en transition¹

Versements en 2000 et 2001, en milliers de francs

Cantons/communes	Aide aux pays en développement		Aide aux pays en transition (Aide à l'Est et aux PED plus avancés)	
	2000	2001	2000	2001
Aide aux PVD (comprise dans l'APD)	8 128,0	9 027,0	1 232,9	930,0
Argovie	165,9	86,0	–	5,0
Appenzell Rh.-Ext.	5,0	6,0	2,0	0,0
Bâle-Campagne	253,7	292,0	166,4	18,0
<i>dont: Reinach</i>	80,0	95,0		
<i>Allschwil</i>	52,0	57,0		
Bâle-Ville	230,0	200,0	170,0	170,0
<i>dont: Riehen</i>	230,0	200,0	170,0	170,0
Berne	637,2	602,0	235,0	241,0
<i>dont: Ville de Berne</i>	240,0	220,0		
<i>dont: Ittingen</i>			150,0	150,0
<i>Muensingen</i>	143,0	136,0		
<i>Thun</i>	55,0	50,0		
<i>Muri bei Bern</i>	54,8	49,0		
Fribourg	31,6	29,0	–	2,0
Genève	3 620,0	3 982,0	360,9	190,0
<i>dont: Ville de Genève</i>	1 300,0	<i>n.d.</i>	135,0	<i>n.d.</i>
<i>Lancy</i>	376,0	430,0		
<i>Meyrin</i>	200,0	362,0		
<i>Carouge</i>	293,0	293,0		
<i>Cologny</i>	176,1	180,0		
<i>Plan les Ouates</i>	127,0	170,0		
<i>Grand-Saconnex</i>	10,0	150,0		
<i>Bernex</i>	121,0	143,0		
<i>Veyrier</i>	99,0	99,0		
<i>Thônex</i>	100,0	96,0		
<i>Chêne-Bougeries</i>	108,4	93,0		
<i>Versoix</i>	66,5	87,0		
<i>Vandoeuvres</i>	68,8	68,0		
<i>Troinex</i>	62,2	62,0		
<i>Chêne-Bourg</i>	57,0	60,0		
<i>Onex</i>	52,0	59,0		
<i>Vernier</i>	220,0	0,0		
Glaris	–	–		
Grisons	31,5	52,0	–	–
Jura	9,9	10,0	2,0	2,0
Lucerne	122,2	135,0	1,0	3,0
<i>dont: Ville de Lucerne</i>	86,0	102,0		

¹ Communes dont la contribution dépasse 50'000 francs en 2001.



Cantons/communes	Aide aux pays en développement		Aide aux pays en transition (Aide à l'Est et aux PED plus avancés)	
	2000	2001	2000	2001
Neuchâtel	130,3	129,0	3,0	3,0
<i>dont: Ville de Neuchâtel</i>	77,5	73,0		
Obwald	0,3	0,0		
Schaffouse	51,7	65,0		5,0
<i>dont: Ville de Schaffouse</i>	48,0	57,0		
Soleure	64,1	85,0	5,0	16,0
Saint-Gall	204,3	255,0	16,5	26,0
<i>dont: Stadt St.-Gallen</i>	136,0	180,0		
<i>Jona</i>	50,0	47,0		
Thurgau	74,6	99,0		
<i>dont: Frauenfeld</i>	69,5	79,0		
Tessin	52,6	88,0		
<i>dont: Lugano</i>	23,0	54,0		
Uri	2,5	2,0	-	-
Valais	107,3	51,0	10,5	20,0
Vaud	244,3	274,0	36,9	18,0
<i>dont: Lausanne</i>	146,7	160,0		
<i>Pully</i>	43,0	57,0		
Zoug	422,0	438,0	11,5	7,0
<i>dont: Ville de Zoug</i>	277,0	278,0		
<i>Baar</i>	140,0	150,0		
Zurich	1 667,3	2 147,0	212,2	204,0
<i>dont: Zurich</i>	500,0	800,0		
<i>Illnau-Effretikon</i>	210,0	178,0		
<i>Winterthur</i>	109,0	150,0		
<i>Maur</i>	98,0	142,0		
<i>Herrliberg</i>	51,5	132,0		
<i>Kloten</i>	120,0	120,0		
<i>Zumikon</i>	0,0	75,0		
<i>Opfikon</i>	68,0	68,0		
<i>Uitikon Waldegg</i>	50,0	62,0		
<i>Meilen</i>	65,0	60,0		

Source: DDC, service statistique.

3.8. Aide privée des ONG, projets financés par les fonds privés (2001)

Principaux pays destinataires	2000	2001	%	Σ %
	Millions de francs			
1. Rép. féd. Yougoslavie	38,6	27,2	8,2	8,2
2. Inde	16,8	21,6	6,5	14,8
3. Cambodge	2,6	20,0	6,0	20,8
4. Mozambique	9,0	11,0	3,3	24,1
5. Soudan	9,9	10,7	3,2	27,3
6. Brésil	7,8	8,5	2,6	29,9
7. Honduras	5,6	7,0	2,1	32,0
8. Colombie	5,7	6,9	2,1	34,1
9. Tanzanie	4,3	6,7	2,0	36,2
10. Nicaragua	6,6	5,9	1,8	37,9
11. Ethiopie	6,5	5,9	1,8	39,7
12. Albanie	2,4	5,8	1,8	41,5
13. El Salvador	2,4	5,7	1,7	43,2
14. Bolivie	4,9	5,6	1,7	44,9
15. Perou	3,1	5,5	1,7	46,5
16. Philippines	5,5	5,2	1,6	48,1
17. Afghanistan	3,3	5,1	1,5	49,6
18. Turquie	5,3	5,0	1,5	51,2
19. Bosnie-Herzégovine	4,3	4,8	1,5	52,6
20. Rép. Dém. Congo	3,8	4,5	1,3	54,0
Autres pays	136,8	152,2	46,0	100,0
Total projets financés par les fonds privés	285,0	330,6	100,0	

Source : DDC, service statistique.

4. RELATIONS DE LA SUISSE AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION

4.1. Synthèse des relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition en 2001

<i>En milliers de francs</i>	APD, AASP ¹	Aide priv. ²	GRE ³	IDE ⁴	Importations	Exportat.
Flux financiers vers les PED	1 099 075	319 335	-242 734	-1 855 800	8 596 016	14 980 234,4
Pays les moins avancés (PMA)	275 546	112 571	-	13 300	147 422	375 783,8
Pays à faible revenu (hors PMA)	140 366	59 790	-68 989	456 600	3 889 257	3 312 422,9
Pays à revenu moyen	274 192	112 322	-172 395	-2 594 700	4 392 621	10 995 837,9
Pays à revenu plus élevé	149	14	-1 350	48 600	168 196	325 644,2
Projets régionaux et non ventilé	408 822	27 495	-	220 400	-	-
Flux financiers vers les pays en transition	94 557	11 290	7 344	9 548 800	10 988 704	15 374 870,0
PED PA	92 317	8 729	20 861	832 900	3 942 302	10 639 718,8
PECO/NEI	841	2 561	-13 518	8 715 900	7 046 402	4 735 151,2
Projets régionaux et non ventilé	1 400	-	-	-	-	-

En pourcentage

Flux financiers vers les PED						
Pays les moins avancés (PMA)	25	35	n.a.	n.a.	2	3
Pays à faible revenu (hors PMA)	13	19	n.a.	n.a.	45	22
Pays à revenu moyen	25	35	n.a.	n.a.	51	73
Pays à revenu plus élevé	0	0	n.a.	n.a.	2	2
Projets régionaux et non ventilé	37	9	-	n.a.	-	-
Flux financiers vers les pays en transition						
PED PA	98	77	n.a.	9	36	69
PECO/NEI	1	23	n.a.	91	64	31
Projets régionaux et non ventilé	1	-	-	-	-	-

Source : DDC, service statistique.

n.a. : non applicable.

¹ APD = aide publique au développement.

AASP = autres apports du secteur public.

² Aide priv. = aide privée des ONG

(projets financés par les fonds propres des ONG sans les contributions publiques).

³ GRE = garantie contre les risques à l'exportation.

⁴ IDE = flux d'investissements directs à l'étranger.

4.2. Relations avec les pays en développement, 2001, en milliers de francs

	APD,AASP ¹	Aide priv. ²	GRE ³	IDE ⁴	Importations	Exportat.
Total	1099075	319335	-242734	-1855800	8596015,7	14980234,4
Europe	158306	44606	-8835	-52500	688889,9	1924361,2
Pays à faible revenu (hors PMA)	3319	236	-	-	575,0	22553,0
<i>Moldova</i>	3319	236	-	-	575,0	22553,0
Pays à revenu moyen	143685	43482	-7485	-103700	520763,4	1582062,2
<i>Albanie</i>	9775	5825	-	-	480,0	10775,0
<i>Bosnie-Herzégovine</i>	21073	4834	-	-	3764,3	28679,6
<i>Croatie</i>	5277	140	-2378	20400	42833,5	185234,0
<i>Etats Ex-Yougoslavie, non spécifié</i>	35111	174	-	-		
<i>Macédoine (ERYM)</i>	9553	271	-	-	17100,0	28659,6
<i>Turquie</i>	5154	5036	-5106	-124100	439126,7	1203312,8
<i>Yougoslavie, Rép. Féd.</i>	57741	27200	-	-	17459,0	125401,2
Pays à revenu élevé	149	5	-1350	48600	167551,4	319746,0
<i>Malte</i>	127	-	-	n.d.	4572,4	57946,0
<i>Slovénie</i>	22	5	-1350	n.d.	162979,0	261800,0
Non ventilés et projets régionaux	11153	883	-	2600		
Afrique	262540	98013	-18985	-8600	1598361,1	2017082,2
Pays les moins avancés (PMA)	202365	74653	-	4800	47861,2	234540,7
<i>Angola</i>	7291	2439	-	n.d.	256,2	24777,3
<i>Bénin</i>	9672	1344	-	-	70,0	35882,0
<i>Burkina Faso</i>	21543	3453	-	-	993,3	1132,1
<i>Burundi</i>	6586	1978	-	-	3030,5	908,6
<i>Cap Vert</i>	366	11	-	-	2,2	753,5
<i>Centrafricaine, Rép.</i>	129	215	-	-	60,6	578,7
<i>Comores</i>	-	70	-	-	193,0	20,2
<i>Congo, Rép. Dém.</i>	7387	4458	-	-	645,0	5898,2
<i>Djibouti</i>	218	-	-	-	41,0	133,8
<i>Erythrée</i>	3530	1435	-	-	29,0	1034,6
<i>Ethiopie</i>	3786	5885	-	-	6214,0	12487,7
<i>Gambie</i>	-	56	-	-	5,6	1428,0
<i>Guinée</i>	1444	1756	-	n.d.	190,4	17658,0
<i>Guinée Equatoriale</i>	42	88	-	-	5,5	490,8
<i>Guinée-Bissau</i>	1177	107	-	-	16,0	1464,8
<i>Lesotho</i>	816	332	-	-	0,3	150,1
<i>Libéria</i>	965	9	-	-	369,3	16545,2
<i>Madagascar</i>	6939	2328	-	-	3307,0	4565,6
<i>Malawi</i>	398	584	-	-	7323,0	331,0
<i>Mali</i>	8388	2737	-	n.d.	924,0	5084,0
<i>Mauritanie</i>	617	1906	-	-	164,3	13290,0

Notes : voir page précédente.

	APD,AASP ¹	Aide priv. ²	GRE ³	IDE ⁴	Importations	Exportat.
<i>Mozambique</i>	39 393	11 005	–	–	122,4	1 932,0
<i>Niger</i>	12 378	795	–	–	350,7	4 616,7
<i>Ouganda</i>	649	3 146	–	n.d.	8 269,6	4 587,0
<i>Rwanda</i>	5 887	2 605	–	–	96,1	611,4
<i>Sao Tomé & Príncipe</i>	–	–	–	–	32,0	450,8
<i>Sénégal</i>	5 724	1 718	–	n.d.	7 773,0	21 023,9
<i>Sierra Leone</i>	5 697	166	–	–	27,5	961,3
<i>Somalie</i>	432	1 565	–	–	0,7	375,6
<i>Soudan</i>	7 483	10 659	–	–	571,0	28 014,0
<i>Tanzanie</i>	28 725	6 712	–	n.d.	1 155,0	7 039,2
<i>Tchad</i>	12 027	3 347	–	–	3,0	2 384,4
<i>Togo</i>	857	1 245	–	–	3 712,0	14 578,0
<i>Zambie</i>	1 815	502	–	–	1 908,0	3 352,2
Pays à faible revenu (hors PMA)	6 710	12 447	–5 951	8 600	602 137,9	257 675,7
<i>Cameroun</i>	2 917	3 804	–5 004	n.d.	3 505,4	15 243,7
<i>Congo, Rép.</i>	95	1 085	–	–	1 060,6	5 078,0
<i>Côte d'Ivoire</i>	464	308	–111	–14 200	18 036,3	30 850,6
<i>Ghana</i>	624	1 409	–	n.d.	30 038,9	18 240,6
<i>Kenya</i>	1 602	3 964	–245	n.d.	17 743,0	28 752,0
<i>Nigéria</i>	435	266	–	18 300	501 818,9	146 237,7
<i>Zimbabwe</i>	572	1 610	–591	n.d.	29 934,7	13 273,0
Pays à revenu moyen	24 435	8 715	–13 034	–71 600	948 362,0	1 524 865,8
<i>Afrique du Sud</i>	13 552	2 326	–3 968	n.d.	636 553,0	511 667,6
<i>Algérie</i>	1 386	972	–8 000	–	169 288,0	143 524,5
<i>Botswana</i>	–	98	–	–	431,3	2 249,8
<i>Egypte</i>	5 316	1 983	3 058	42 900	18 306,0	533 661,0
<i>Gabon</i>	6	1 160	–	n.d.	906,6	8 397,4
<i>Maroc</i>	1 758	1 012	–8 147	–800	64 314,2	153 538,0
<i>Maurice</i>	–	22	–138	n.d.	32 555,3	44 744,0
<i>Namibie</i>	307	249	–	–	1 692,4	4 151,7
<i>Seychelles</i>	–	–	–	–	96,8	2 576,5
<i>Swaziland</i>	–	408	–	–	192,0	660,0
<i>Tunisie</i>	2 111	485	4 161	n.d.	24 026,5	119 695,2
Non ventilés et projets régionaux	29 030	2 198	–	49 600		
Amérique	105 164	64 976	–55 065	–2 540 600	1 480 803,2	4 003 830,2
Pays les moins avancés (PMA)	3 747	3 864	–	–	1 866,0	1 340,9
<i>Haïti</i>	3 747	3 864	–	–	1 866,0	1 340,9
Pays à faible revenu (hors PMA)	11 526	12 944	–	–500	24 457,9	32 196,9
<i>Honduras</i>	3 427	7 047	–	–	15 107,9	23 777,0
<i>Nicaragua</i>	8 099	5 897	–	n.d.	9 350,0	8 419,9
Pays à revenu moyen	71 827	46 957	–55 065	–2 675 900	1 454 479,3	3 970 292,5
<i>Antigua & Barbuda</i>	–	–	–	–	709,0	5 488,3
<i>Argentine</i>	356	476	–13 759	52 200	62 837,0	340 233,1

	APD,AASP ¹	Aide priv. ²	GRE ³	IDE ⁴	Importations	Exportat.
<i>Barbade</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	3 580,0	3 466,5
<i>Bélice</i>	-	-	-	-	10,4	239,5
<i>Bolivie</i>	18028	5562	-1752	<i>n.d.</i>	1 432,0	10 801,2
<i>Brésil</i>	3413	8455	-24 004	-959 700	757 181,0	1 236 298,7
<i>Chili</i>	2 124	913	-2 633	-154 900	72 193,0	163 959,5
<i>Colombie</i>	8077	6913	-8 004	-90 300	125 204,0	192 721,3
<i>Costa Rica</i>	1 488	488	-	8 600	67 244,0	65 644,6
<i>Cuba</i>	847	215	-	-	31 246,9	22 418,6
<i>Dominicaine, Rép.</i>	881	1 630	-58	-	12 797,3	21 367,4
<i>Dominique</i>	-	-	-	-	160,3	378,7
<i>El Salvador</i>	5 327	5 661	-	<i>n.d.</i>	2 862,0	26 873,1
<i>Equateur</i>	11 688	2 424	-	51 700	35 062,0	59 298,9
<i>Granade</i>	-	-	-	-	803,5	393,0
<i>Guatemala</i>	2 118	4 343	490	-11 300	25 026,0	38 262,6
<i>Guyana</i>	-	-	-	-	447,6	865,1
<i>Jamaïque</i>	-	40	-	-	4 294,0	12 970,0
<i>Mexique</i>	426	1 116	-21 180	651 700	169 193,0	1 109 595,9
<i>Panama</i>	0	586	-316	<i>n.d.</i>	40 831,0	293 231,0
<i>Paraguay</i>	1 406	1 169	337	<i>n.d.</i>	3 582,0	20 064,0
<i>Pérou</i>	15 161	5 472	1 251	31 600	16 621,0	65 130,0
<i>Trinité & Tobago</i>	-	5	-	-	159,5	9 302,0
<i>Uruguay</i>	244	216	-51	89 900	12 371,0	68 545,5
<i>Venezuela</i>	242	1 272	14 614	164 000	8 631,9	202 744,0
Non ventilés et projets régionaux	18 064	1 211	-	135 800		
Asie	240 122	89 751	-159 850	738 300	4 827 576,5	7 033 590,2
Pays les moins avancés (PMA)	69 399	34 025	-	8 500	97 442,7	139 399,5
<i>Afghanistan</i>	12 637	5 091	-	-	890,0	117,6
<i>Bangladesh</i>	20 713	4 243	-	<i>n.d.</i>	66 493,5	89 167,0
<i>Bhoutan</i>	6 387	1 486	-	-	0,5	540,0
<i>Cambodge</i>	5 005	19 959	-	<i>n.d.</i>	8 568,3	7 722,0
<i>Laos</i>	2 707	505	-	-	4 167,9	546,0
<i>Myanmar (Birmanie)</i>	1 027	1 310	-	<i>n.d.</i>	7 750,0	2 898,9
<i>Népal</i>	20 912	1 399	-	-	9 502,0	4 918,0
<i>Yémen</i>	10	34	-	-	70,6	33 489,9
Pays à faible revenu (hors PMA)	118 811	34 164	-63 038	448 500	3 261 440,8	2 994 099,2
<i>Arménie</i>	2 996	1 778	-	-	4 596,0	8 712,0
<i>Azerbaïdjan</i>	1 673	-	-	<i>n.d.</i>	1 111,4	16 216,7
<i>Chine</i>	6 414	1 801	75	152 800	2 257 632,1	1 668 154,0
<i>Corée, Dém.</i>	7 643	10	-	<i>n.d.</i>	1 468,3	13 958,5
<i>Inde</i>	37 241	21 646	-20 646	138 300	585 045,0	655 696,4
<i>Indonésie</i>	5 510	1 858	-41 749	150 800,0	213 795,0	271 694,9
<i>Kirghize, Rép.</i>	8 266	448	-	-	191,9	961,0
<i>Mongolie</i>	3 932	116	-	-	339,0	6 176,0
<i>Pakistan</i>	15 026	1 425	-681	28 700	38 214,6	238 353,1

	APD,AASP ¹	Aide priv. ²	GRE ³	IDE ⁴	Importations	Exportat.
<i>Tadjikistan</i>	11 765	88	–	–	1 040,1	3 221,0
<i>Timor Oriental</i>	92	22	–	–	113,0	450,5
<i>Turkménistan</i>	–	1 202	–	–	1 444,4	10 421,0
<i>Vietnam</i>	18 254	3 770	–38	–14 600	156 450,0	100 084,0
Pays à revenu moyen	33 907	12 890	–96 812	256 500	1 468 693,0	3 900 091,6
<i>Arabie Saoudite</i>	–	–	–31 765	–1 700	82 473,8	994 307,0
<i>Bahreïn</i>	–	–	–2 301	n.d.	18 336,4	98 833,5
<i>Géorgie</i>	3 886	199	–	–	484,0	3 467,8
<i>Irak</i>	5 010	835	–339	n.d.	11,0	74 357,0
<i>Iran</i>	1 918	–	–13 645	n.d.	177 936,0	443 677,0
<i>Jordanie</i>	3 614	218	–12 084	n.d.	627,5	110 550,0
<i>Kazakhstan</i>	479	443	–	n.d.	7 633,0	46 258,0
<i>Liban</i>	675	1 768	–	–12 300	172 501,0	191 600,2
<i>Malaisie</i>	–	249	–	21 500	240 558,0	553 312,0
<i>Oman</i>	–	–	–	–	3 526,0	136 177,1
<i>Ouzbékistan</i>	2 163	8	–	–	10 257,0	28 608,5
<i>Philippines</i>	2 682	5 169	–34 291	30 300	112 132,0	239 999,0
<i>Sri Lanka</i>	1 674	1 749	–	n.d.	39 210,0	61 642,0
<i>Syrie</i>	326	9	–	–	1 344,0	110 770,8
<i>Thaïlande</i>	776	518	–2 387	211 900	601 611,0	805 260,4
<i>Zones admin. palestinienne</i>	10 704	1 728	–	–	52,3	1 271,5
Non ventilés et projets régionaux	18 005	8 672	–	24 800		
Océanie	374	308	–	7 600	385,0	1 370,6
Pays les moins avancés (PMA)	35	30	–	–	252,0	502,8
<i>Samoa</i>	–	30	–	–	5,0	87,8
<i>Vanuatu</i>	35	–	–	–	247,0	415,0
Pays à revenu moyen	339	278	–	–	133,0	867,8
<i>Cook, Iles</i>	–	–	–	–	33,0	50,0
<i>Fidji</i>	–	–	–	–	28,0	273,6
<i>Micronésie</i>	50	–	–	–	0,0	125,4
<i>Papouasie-Nouvelle-Guinée</i>	289	278	–	–	72,0	418,7
Non ventilés et projets régionaux	–	–	–	7 600		
Non ventilé par continent	332 570	21 682	–	–		

Sources : DDC, service statistique.

Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse 2000 et 2001, Statistique 2001* : pp. 854-859, Berne.

4.3. Relations avec les pays en transition
(aide à l'Est et aux PED plus avancés), 2001, en milliers de francs

	APD,AASP ¹	Aide priv. ²	GRE ³	IDE ⁴	Importations	Exportat.
Total	94557	11290	7344	9548800	10988704,0	15374870,0
Pays en développement plus avancés	841	2561	-13518	8715900	3942301,6	10639718,8
<i>Antilles Néerlandaises</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	1447,0	20373,2
<i>Aruba</i>	-	-	-	-	0,5	7327,9
<i>Bahamas</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	86385,0	77896,4
<i>Bermudes</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	37990,5	17240,5
<i>Brunei</i>	-	-	-	-	69,5	4844,4
<i>Caïmans, Îles</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	28008,9	15232,7
<i>Chypre</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	4811,8	96828,0
<i>Corée</i>	103	902	-2958	<i>n.d.</i>	570540,6	1058470,0
<i>Emirats Arabes Unis</i>	-	-	1462	56000	117446,0	825623,4
<i>Gibraltar</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	28754,5	19266,0
<i>Hongkong, Chine</i>	-	230	-819	191000	679347,0	4039259,9
<i>Israël</i>	709	1224	-11204	<i>n.d.</i>	447963,0	1276570,0
<i>Koweït</i>	-	-	-	<i>n.d.</i>	25610,0	175564,9
<i>Lybie</i>	5	-	-	<i>n.d.</i>	781062,1	111391,8
<i>Macao</i>	-	-	-	-	7563,9	4463,8
<i>Nouvelle Calédonie</i>	-	-	-	-	16,3	1407,0
<i>Singapour</i>	24	-	-	442300	316652,0	1580254,0
<i>Taipei chinois (Taïwan)</i>	-	206	-	48600	808633,0	1307705,0
PED plus avancés, non ventilé	-	-	-	-146100		
Pays d'Europe centrale et orientale, nouveaux Etats indépendants	92317	8279	20861	832900	7046402,4	4735151,2
<i>Bélarus</i>	1958	108	-	-	9206,0	30578,2
<i>Bulgarie</i>	18869	716	-	<i>n.d.</i>	60580,0	141662,0
<i>Estonie</i>	82	429	-	<i>n.d.</i>	38597,0	34002,0
<i>Hongrie</i>	7839	476	-	164100	635199,7	694060,1
<i>Lettonie</i>	1179	242	-1312	<i>n.d.</i>	13186,9	83440,0
<i>Lituanie</i>	62	144	8035	<i>n.d.</i>	20672,0	75631,0
<i>Pologne</i>	943	323	-8018	123400	403418,0	1209743,0
<i>Roumanie</i>	8041	4341	24085	<i>n.d.</i>	97374,8	289578,0
<i>Russie</i>	15162	823	-	169300	4768898,0	833481,0
<i>Slovaque, Rép.</i>	86	39	-1928	-1100	310904,0	256168,0
<i>Tchèque, Rép.</i>	348	140	-	230600	672198,0	928087,0
<i>Ukraine</i>	4710	896	-	<i>n.d.</i>	16168,0	158720,9
PECO/NEI, non ventilé	33039	53	-	100		
Aide aux pays en transition, non ventilé	1400	-	-	-		

5. APPENDICE

5.1. SIGNES UTILISÉS, TAUX DE CHANGE ET REMARQUES

☐ *Signes*

–	Nul (aucun montant)	n.a.	Non applicable
p	Provisoire	n.d.	Non disponible

☐ *Taux de change*

Francs suisses pour 1 dollar des Etats-Unis :	1997 : 1.4500
	1998 : 1.4497
	1999 : 1.5027
	2000 : 1.6879
	2001 : 1.6869

☐ *Remarques*

- Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des composants.
- Les marges d'erreur sont généralement bien supérieures au degré d'arrondissement des chiffres. Ceux-ci reposent souvent sur des informations partielles.
- Les principaux sigles utilisés dans cette partie statistique se trouvent dans la liste des abréviations, à la fin de l'Annuaire.

5.2. COMPOSITION DES GROUPES DE PAYS

Il n'existe pas de classification unique pour les statistiques des flux commerciaux, financiers et d'aide au développement. Chaque organisation internationale tend à définir ses propres catégories. Pour le commerce, nous nous sommes fondés sur la classification établie par la CNUCED sur la base du système défini par le Bureau de statistique des Nations unies. Concernant les flux financiers et l'aide publique au développement, nous avons retenu la classification du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE¹. Le haut degré d'agrégation des données disponibles concernant les mouvements de capitaux privés ne permet pas de les classer différemment. Par conséquent, les statistiques de l'Annuaire comportent deux classifications distinctes, l'une pour la première section (commerce), l'autre pour les trois autres sections (flux financiers, aide publique au développement et relations de la Suisse avec les pays en développement et les pays en transition)².

¹ Le CAD est un comité spécialisé de l'OCDE. Il cherche à accroître le volume des ressources destinées aux pays en développement et à en améliorer l'efficacité.

² Les statistiques du commerce international publiées par l'OCDE sont elles-mêmes classées selon des catégories différentes de celles du CAD.

5.2.1 STATISTIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL (LISTE ÉTABLIE PAR LA CNUCED)

❑ *Classification générale*

Pays développés à économie de marché

Europe: les pays de l'Union européenne et de l'AELE, Gibraltar et les îles Féroé.

Outre-mer: Afrique du Sud, Australie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande.

Pays d'Europe orientale

Albanie, Bélarus, Bulgarie, Estonie, Fédération de Russie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldava, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Ukraine.

Pays du tiers-monde

Comprend tous les autres pays et territoires du monde.

❑ *Classification géographique des pays du tiers-monde*

Afrique: tous les pays sauf l'Afrique du Sud.

Amérique: tous les pays sauf le Canada et les Etats-Unis.

Asie: tous les pays sauf Israël, le Japon et la Russie, mais y compris les nouveaux Etats d'Asie centrale, Chypre et la Turquie.

Europe: Malte et les pays issus de l'ex-Yougoslavie.

Océanie: tous les pays sauf l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

❑ *Classification économique des pays du tiers-monde*

Principaux exportateurs de pétrole³

Algérie*, Angola, Arabie Saoudite*, Bahreïn, Brunei Darussalam, Congo, Emirats arabes unis*, Gabon, Indonésie*, Iran*, Irak*, Koweït*, Libye*, Nigéria*, Oman, Qatar*, Syrie, Trinité-et-Tobago, Venezuela* et Yémen.

Principaux exportateurs d'articles manufacturés

Brésil, Chine, Chine RAS de Hongkong, Corée du Sud, Inde, Malaisie, Mexique, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande et Turquie.

Autres pays

Tous les pays ou territoires du tiers-monde non compris dans les deux groupes précédents.

³ Les pays dont le nom est suivi d'un astérisque sont membres de l'OPEP.

❑ *Remarques*

- ❑ La CNUCED révisé périodiquement sa classification afin de l'adapter à l'évolution des structures économiques et politiques du monde. Il convient d'en tenir compte lorsqu'on compare les statistiques commerciales actuelles aux chiffres publiés antérieurement.
- ❑ Une série de changements sont indiqués dans l'Annuaire Suisse-Tiers Monde 1994. Une nouvelle modification signalée dans l'Annuaire 1995 concerne le transfert de la Malaisie, de la Thaïlande et de la Turquie dans le groupe des principaux pays exportateurs d'articles manufacturés. Enfin, l'Annuaire 1997 intègre l'ancien groupe des «pays socialistes d'Asie» dans celui des pays du tiers-monde. Les républiques d'Asie et du Caucase de l'ancienne URSS sont désormais aussi comprises dans ce groupe.
- ❑ Les changements suivants font que les statistiques à partir de l'Annuaire 2002 ne sont pas comparables avec les statistiques parues jusqu'à l'Annuaire 2001 :
 - principaux exportateurs de pétrole : le Yémen a été inclus dans le groupe, alors que l'Equateur a été retiré de cette liste de pays à partir de l'Annuaire 2002 ;
 - principaux exportateurs d'articles manufacturés : les pays de l'ancienne Yougoslavie ne font plus partie de ce groupe, alors que la Chine, l'Inde et les Philippines ont été ajoutés dès l'Annuaire 2002 ;
 - le Sénégal a été ajouté à la liste des pays les moins avancés (PMA).

5.2.2 STATISTIQUES DES FLUX FINANCIERS ET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Le CAD a établi une liste des pays bénéficiaires de l'aide. Il la révisé régulièrement pour tenir compte du fait que les pays sont de plus en plus nombreux à sortir de la catégorie des pays en développement. Le CAD distingue depuis quelques années les pays de la partie I, pays en développement, dont l'aide est comprise dans l'APD-aide aux pays en développement, et les pays de la partie II, pays en transition. L'aide vers ces derniers est comprise dans un agrégat statistique séparé d'«aide publique».

La partie I de la liste comprend ainsi les pays en développement, tandis que la partie II se compose des pays en transition, c'est-à-dire des plus avancés parmi les pays de l'Est et les pays en développement.

La liste complète des pays en développement et des pays en transition se trouve à la fin du présent *Annuaire*.

❑ *Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD)*

Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse. La Commission des Communautés européennes est également membre du CAD.

Voici les grandes lignes des parties I et II de la liste établie par le CAD.

❑ *Pays en développement (partie I de la liste du CAD)*

Afrique : tous les pays, y compris l’Afrique du Sud.

Amérique : tous les pays sauf le Canada et les Etats-Unis.

Cependant, le CAD a transféré les Bahamas dans le groupe des pays en transition avec effet au 1^{er} janvier 1996. Dès 1997, les Bermudes, les îles Caïmans et les îles Falkland ont été transférées dans le groupe des pays en transition.

Asie : tous les pays sauf le Japon, la Russie et la Turquie, mais y compris les Etats d’Asie centrale.

Cependant, le CAD a transféré Brunei, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Qatar et Singapour dans le groupe des pays en transition avec effet au 1^{er} janvier 1996 (voir ci-dessous). Dès le 1^{er} janvier 1997, il a aussi transféré Chypre, les Emirats arabes unis, Hongkong, Israël et le Taipei chinois dans le groupe des pays en transition.

Europe : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Gibraltar, Malte, Moldavie, Serbie/Monténégro, Macédoine, Slovénie, Grèce, Chypre et Turquie.

Océanie : tous les pays sauf l’Australie et la Nouvelle-Zélande.

❑ *Pays en transition (partie II de la liste du CAD)
(liste applicable aux flux de ressources dès 1996)*

Pays de l’Est

Europe : Bélarus, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie, Tchéquie et Ukraine.

La Moldavie a été transférée dans la liste des pays en développement dès le 1^{er} janvier 1997.

Pays et territoires en développement plus avancés

Amérique : Bahamas, Bermudes, îles Caïmans, îles Falkland.

Asie : Brunei, Chypre, Emirats arabes unis, Hongkong, Israël, Koweït, Qatar, Singapour et le Taipei chinois.

❑ *Interprétation des chiffres*

Chaque année, le CAD réalise une enquête auprès des Etats membres concernant les ressources mises à la disposition des pays en développement et des pays en transition. On observe des distorsions importantes :

- ❑ les flux de capitaux (à l’exception des remboursements) qui résultent d’opérations financières effectuées par les résidents des pays en développement ou en transition ne sont pas recensés ;

- les apports nets de ressources (appelés aussi versements nets ou encore flux nets) ne correspondent pas à des transferts nets. Les remboursements et les rapatriements de capitaux sont déduits, mais pas les paiements d'intérêts et de dividendes. Les réinvestissements de bénéfices sont comptés comme des apports de ressources.

En outre, les séries chronologiques ne sont souvent pas révisées suite aux modifications apportées à la classification des pays.

5.3. PRINCIPALES SOURCES

□ *Publications suisses*

BNS, *Les banques suisses*, Zurich (parution annuelle), <www.snb.ch>.

BNS, *Bulletin mensuel*, Zurich, <www.snb.ch>, rubrique « Publications ».

DDC et seco, *Coopération au développement de la Confédération suisse. Rapport annuel*, Berne (parution annuelle), <www.ddc.admin.ch> et <www.seco.admin.ch>.

La Vie économique, revue de politique économique, Berne (parution mensuelle), <www.seco.admin.ch>.

Direction générale des douanes, *Statistique du commerce extérieur de la Suisse*, statistique annuelle, Berne, <www.zoll.admin.ch>, rubrique « Commerce extérieur ».

Office fédéral de la statistique <www.statistik.admin.ch>.

□ *Publications d'organisations internationales*

CNUCED, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, New York : Nations unies (parution annuelle), <www.unctad.org>.

OCDE, *Coopération pour le développement. Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement*, Paris (parution annuelle), statistiques sur les flux financiers à destination des pays en développement et sur l'aide publique au développement et l'aide aux pays en transition, <www.oecd.org>, rubriques « documentation » ou « statistiques ».

OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*, Paris (parution annuelle).

ONU, *Bulletin mensuel de statistiques*, New York : Nations unies.

ABRÉVIATIONS

ACICI	Agence de coopération et d'information pour le commerce international
ACSF	Afghan Civil Society Forum
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AELE	Association européenne de libre-échange
AFF	Administration fédérale des finances
AHS	Aide humanitaire suisse
AID	Association internationale de développement
AIF	Agence intergouvernementale de la francophonie
ANASE	Association des nations du Sud-Est asiatique
AP	Aide publique aux pays en transition
APC	Afrique-Caraïbes-Pacifique
APD	Aide publique au développement
AP(D)	Ensemble de l'APD et de l'AP
ARE	Office fédéral du développement territorial
ASEAN	<i>Association of Southeast Asian Nations</i> (en français ANASE)
BAfD	Banque africaine de développement
BAuD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BNS	Banque nationale suisse
BRI	Banque des règlements internationaux
BUCO	Bureaux de coordination (DDC)
CAC	Convention sur les armes chimiques
CAD	Comité d'aide au développement (OCDE)
CCD	Convention internationale de lutte contre la désertification
CDM	<i>Clean Development Mechanism</i> (Protocole de Kyoto)
CE	Communautés européennes
CEI	Communauté des Etats indépendants
CFB	Commission fédérale des banques
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CICDD	Centre international pour le commerce et le développement durable
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNC	Comité des négociations commerciales (OMC)
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COP	Conférence des parties
CPI	Cour pénale internationale
CPT	Comité européen pour la prévention de la torture
CSA	Corps suisse d'aide humanitaire (DDC)

CSLP	Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté
DCAF	Centre de contrôle des forces armées (Genève)
DCEE	Division pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI (DDC)
Ci-Rio	Comité interdépartemental du suivi de Rio
CT	Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER
DB	Déclaration de Berne
DDC	Direction du développement et de la coopération (DFAE)
DDPS	Département fédéral de la défense, de la population et des sports
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFE	Domaine de prestations Développement et transition (seco)
DFJP	Département fédéral de justice et police
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
DTS	Droits de tirage spéciaux
EPER	Entraide protestante (Suisse)
FAfD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FNS	Fonds national suisse de la recherche scientifique
FNUAP	Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
FSK	Centre de recherche sur la sécurité et les conflits (Zurich)
GAFI	Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux
GCSP	Centre de politique de sécurité (Berne)
GEF	<i>Global Environment Facility</i> (en français FEM)
GF-ATM	<i>Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malarial</i> Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
GIEC	Groupe intergouvernemental sur l'évolution de climat (ONU)
GRE	Garantie contre les risques à l'exportation
GRI	Garantie contre les risques à l'investissement
G7	Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon)
G8	Membres du G7 plus la Fédération de Russie
G24	Groupe des 24 pays les plus industrialisés du monde
G77	Dans l'ONU, groupe de 133 pays en développement (ayant conservé dans leur nom le nombre des pays fondateurs du groupe en 1964)

HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IBW	Institutions de Bretton Woods
ICTSD	<i>International Centre for Trade and Sustainable</i> (en français CICDD)
IDE	Investissements directs étrangers
IPCC	<i>Intergovernmental Panel on Climate Change</i> (en français GIEC)
IMF	<i>International Monetary Fund</i> (en français FMI)
iuéd	Institut universitaire d'études du développement
LEtr	Nouvelle Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
MERCOSUR	Mercado común del Sur
MROS	Bureau de communication en matière de blanchiment (OFP, DFJP)
NAE	Nouveaux accords d'emprunt
NCCR	<i>National Centers of Competence in Research</i>
NEI	Nouveaux Etats indépendants
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NGLS	<i>United Nations Non-Governmental Liaison Service</i>
NU	Nations unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement écono- miques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU)
ODR	Office fédéral des réfugiés
ODT	Office fédéral du développement territorial
OED	Département d'évaluation des opérations (Banque mondiale)
OFA	Office fédéral de l'agriculture
OFE	Office fédéral des étrangers
OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
OFES	Office fédéral de l'éducation et de la science
OFP	Office fédéral de la police (DFJP)
OFS	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (La Haye)
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONUSIDA	Programmes des Nations unies sur le sida
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés

OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PA	Pays en développement plus avancés
PAM	Programme alimentaire mondial
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
POP	Polluants organiques persistants
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRD	Parti radical-démocratique suisse
PS	Parti socialiste suisse
PVD	Pays en voie de développement
R&D	Recherche et développement
RFY	République fédérale de Yougoslavie
RNB	Revenu national brut
RS	<i>Recueil systématique du droit fédéral</i>
RUF	Front révolutionnaire uni (Sierra Leone)
SDFC	Swiss Development Finance Corporation
seco	Secrétariat d'Etat à l'économie
SIPPO	Swiss Import Promotion Programme
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
SOFI	Swiss Organization for Facilitating Investments
TPAO	Territoires palestiniens autonomes et occupés
UDC	Union démocratique du centre
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture/ <i>United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization</i>
UNFCCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques/ <i>United Nations Framework Convention on Climate Change</i>
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance/ <i>United Nations International Children's Emergency Fund</i>
UNIFEM	Fonds des Nations unies pour les femmes
UNITA	Union nationale pour l'indépendance de l'Angola
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/ <i>United Nations Relief and Works Agency</i>
VNU	Programme de volontaires des Nations unies
WB	<i>World Bank</i> (en français BM)
WTO	<i>World Trade Organization</i> (en français OMC)

LISTE DES PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE ÉTABLIE PAR LE CAD (1.1.2000), ACTUALISÉE

PARTIE I: PAYS ET TERRITOIRES EN DÉVELOPPEMENT (AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT)

PMA – Pays les moins avancés

Afghanistan	Guinée	Niger
Angola	Guinée-Bissau	Ouganda
Bangladesh	Guinée équatoriale	Rwanda
Bénin	Haïti	Salomon, îles
Bhoutan	Kiribati	Samoa occidentales
Burkina Faso	Laos	Sao Tomé et Príncipe
Burundi	Lesotho	Sénégal
Cambodge	Liberia	Sierra Leone
Cap-Vert	Madagascar	Somalie
Centrafricaine, Rép.	Malawi	Soudan
Comores	Maldives	Tanzanie
Congo, Rép. démocratique	Mali	Tchad
Djibouti	Mauritanie	Togo
Erythrée	Mozambique	Tuvalu
Ethiopie	Myanmar	Vanuatu
Gambie	Népal	Yémen
		Zambie

Autres PFR – Pays à faible revenu (PNB par habitant <760 dollars en 1998)

*Arménie	Honduras	Nigeria
*Azerbaïdjan	Inde	Pakistan
Cameroun	Indonésie	*Tadjikistan
Chine	Kenya	+ Timor oriental
Congo, Rép.	*Kirghize, Rép.	*Turkmenistan
Corée, Rép. dém.	*Moldavie	Vietnam
Côte d'Ivoire	Mongolie	Zimbabwe
Ghana	Nicaragua	

PRITI – Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PNB par habitant 761-3030 dollars en 1998)

Afrique du Sud	*Géorgie	Papouasie-N ^{lle} -Guinée
*Albanie	Guatemala	Paraguay
Algérie	Guyane	Pérou
Belize	Irak	Philippines
Bolivie	Iran	Sri Lanka
Bosnie-Herzégovine	Jamaïque	St-Vincent et Grenadines
Colombie	Jordanie	Suriname
Costa Rica	*Kazakstan	Swaziland
Cuba	Macédoine (ex-Rép. yougoslave)	Syrie
Dominicaine, Rép.	Maroc	Thaïlande
Dominique	Marshall, îles	+ Tokelau
Egypte	Micronésie, Etats fédéraux	Tonga
El Salvador	Namibie	Tunisie
Equateur	Niue	+ Wallis et Futuna
Fidji	*Ouzbékistan	Yougoslavie, Rép. féd.

Zones sous administration palestinienne

* Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) / Communauté des Etats indépendants (CEI).

+ Territoires.

PRITS – Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (PNB par habitant 3031-9360 dollars en 1998)

+ Anguilla	Gabon	Panama
Antigua-et-Barbuda	Grenade	+ Ste-Hélène
Arabie saoudite	Liban	Ste-Lucie
Argentine	Malaisie	St Kitts et Nevis
Bahrein	Maurice	Seychelles
Barbade	+ Mayotte	Trinité-et-Tobago
Botswana	Mexique	+ Turks et Caïques, îles
Brésil	+ Montserrat	Turquie
Chili	Nauru	Uruguay
Cook, îles	Oman	Venezuela
Croatie	Palaos, îles	

PRE – Pays à revenu élevé (PNB par habitant > 9360 dollars en 1998)¹

Malte	Slovénie
-------	----------

PARTIE II: PAYS ET TERRITOIRES EN TRANSITION (AIDE PUBLIQUE)**PECO / CEI (Pays d'Europe centrale et orientale / Communauté des Etats indépendants)**

*Bélarus	*Lettonie	*République tchèque
*Bulgarie	*Lituanie	*Roumanie
*Estonie	*Pologne	*Russie
*Hongrie	*République slovaque	*Ukraine

PED PA (Pays et territoires en développement plus avancés)

+ Antilles néerlandaises	Emirats arabes unis	Mariannes du Nord
+ Aruba	+ Falkland, îles	+ Nouvelle-Calédonie
Bahamas	+ Gibraltar	+ Polynésie française
+ Bermudes	+ Hong-Kong, Chine	Qatar
Brunei	Israël	Singapour
+ Caïmans, îles	Koweït	Taipei chinois
Corée, Rép.	Lybie	+ Vierges, îles (RU)
Chypre	+ Macao	

Remarque: Selon la politique adoptée par le CAD en 1993, la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD est composé de deux parties. Les examens périodiques, suivant des critères établis, peuvent conduire au fait que certains pays bénéficiaires soient transférés d'une partie à une autre, notamment de la Partie I à la Partie II (voir le rapport *Coopération pour le développement*, 1996, p. A101).

Source: OCDE, *Les dossiers du CAD, Coopération pour le développement, développement international, rapport 1999, 2000*, vol. I, p. 284. <www.oecd.org/dac/htm/daclst2000.htm>.

1. Ces 2 pays seront reclassés parmi les pays plus avancés le 1^{er} janvier 2003, à moins qu'une exception soit décidée.

+ Territoires.

* Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) / Communauté des Etats indépendants (CEI).